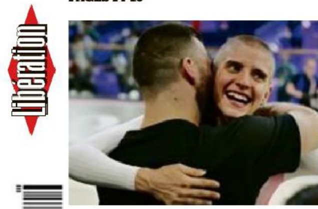
Six otages exécutés par le Hamas, Nétanyahou conspué PAGES 6-7

Libération

Henri Leclerc, chez lui à Fresnes (Val-de-Marne), le 28 avril 2023. PHOTO CYRIL ZANNETTACCI.VU

DISPARITION
Henri Leclerc, un homme droit
PAGES 16-17

Paris 2024
Marie Patouillet, la piste en or
ET TOUTE L'ACTU DES JEUX, PAGES 14-15


FLORENCE BROCHOIRE

MATIGNON
Bientôt la fumée blanche ?
PAGES 8-9

VIOLS DE MAZAN
LE PROCÈS DE L'IMPENSABLE

De 2011 à 2020, Gisèle P. a été régulièrement droguée par son mari puis offerte en pâture à des hommes recrutés en ligne. Elle fera face à partir de ce lundi aux 51 personnes poursuivies dans leur grande majorité pour viols aggravés devant la cour criminelle du Vaucluse.
PAGES 2-5

M 00135 - 902 - F: 2,70 €

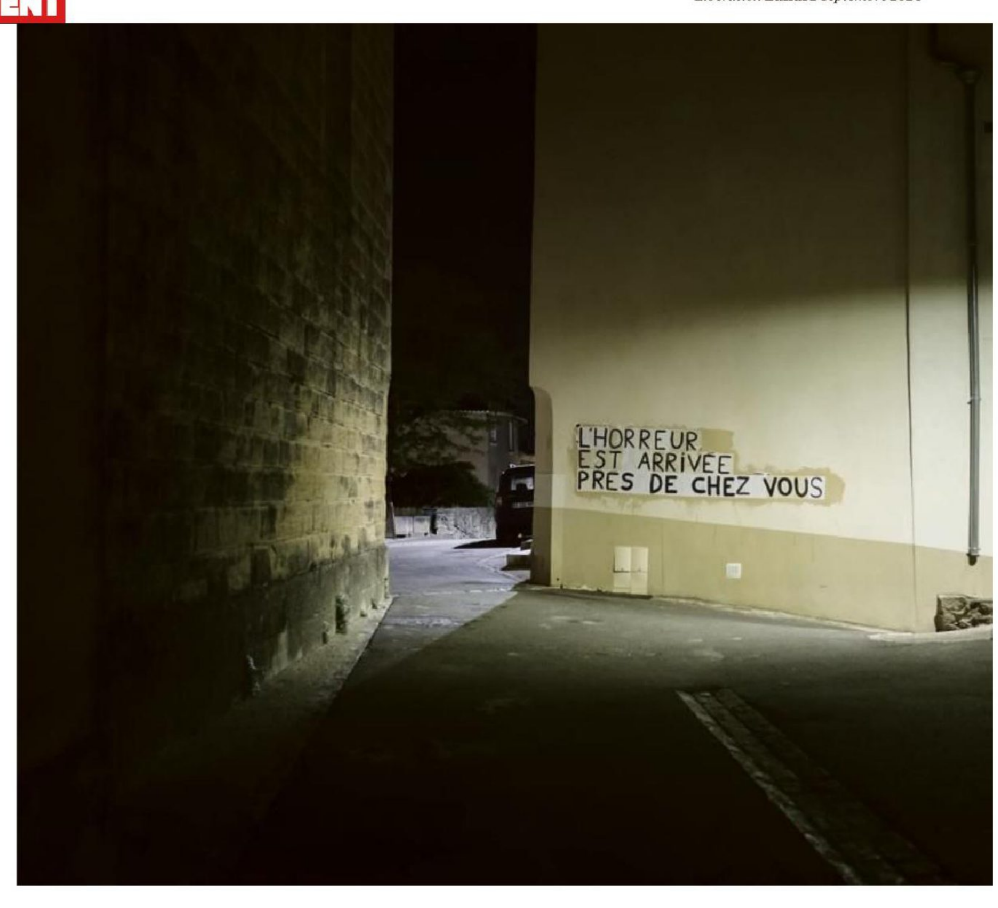
IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Algérie 1,80 €, Allemagne 3,20 €, Andorre 3,20 €, Belgique 2,70 €, Canada 5,30 $, DOM 3,20 €, Espagne 3,20 €, Etats-Unis 5,20 $, Grande-Bretagne 2,90 £, Grèce 3,20 €, Italie 3,20 €, Liban 7800 LBP, Luxembourg 2,70 €, Maroc 29 Dh, Pays-Bas 3,20 €, Portugal (continental) 3,60 €, Suisse 3,60 FS, Suisse alémanique 3,60 FS, Tunisie 8,70 DT, Zone CFA 2600 CFA.

ÉDITORIAL

Par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

«Banals»

Le procès qui s'ouvre ce lundi à Avignon pose un abîme de questions, toutes plus vertigineuses les unes que les autres: philosophiques, sociétales et médicales. Une femme va être confrontée à plusieurs dizaines d'hommes – nous avons bien écrit plusieurs dizaines – qui, pendant neuf ans et à intervalles réguliers, l'ont violée à l'invitation et sous le regard de son mari qui l'avait préalablement droguée afin qu'elle n'ait aucune conscience ni aucun souvenir de ce qu'il lui faisait subir. Des hommes «banals» dans le sens où très peu avaient été repérés par la justice ou par la société, de «bons pères de famille» comme on dit, de tous âges et de tous milieux sociaux, impossible donc de déterminer un profil type. On pense aussitôt à la banalité du mal car beaucoup de ces hommes, si l'on en croit leurs témoignages, ne voyaient pas où était le problème puisque le mari était d'accord. Cela met en relief l'impensé terrible autour de la notion de viol conjugal qu'un grand nombre d'hommes ne parviennent toujours pas à comprendre. Comme si, à partir du moment où elle était mariée, une femme se devait d'être à la disposition sexuelle de son mari. Il y a là un énorme problème d'éducation qu'il faut résoudre à tout prix. Enfin, il paraît incompréhensible que les médecins qui n'ont cessé, année après année, de recevoir cette femme pour des consultations gynécologiques, neurologiques ou autres n'aient à aucun moment décelé la moindre anomalie. Il s'agit cette fois d'un problème de formation qui doit être pris en compte. Les médecins sont là aussi pour repérer la souffrance psychique et les phénomènes d'emprise, et aussi identifier une possible soumission chimique. Celle-ci est devenue un enjeu de santé publique sans que les soignants y soient davantage sensibilisés. Ce procès ne fait que commencer, il va être insoutenable pour Gisèle P. qui va découvrir les visages de tous ceux qui ont abusé d'elle. Il faut espérer que ce supplice puisse au moins permettre d'être utile à d'autres femmes.



Affaire des viols de Mazan
Le procès d'un long supplice

Pendant neuf ans, Gisèle P. a été droguée par son mari, qui recrutait ensuite des hommes pour la violer. 51 personnes sont jugées à partir de ce lundi à Avignon.


A Mazan, jeudi, un collage féministe lié à l'affaire.

«C'était un monsieur Tout-le-Monde, on lui aurait confié des enfants»

A Mazan, commune du Vaucluse de 6000 habitants, l'approche du procès bouleverse la population, choquée par un drame que personne ne soupçonnait.

Lorsqu'elle est tombée sur la une de *la Provence* à la caisse de la pâtisserie, Rita (1) s'est pris un choc. «Viols de Mazan, le procès de l'horreur», titrait lundi 26 août le journal, réveillant une histoire que la septuagénaire et la ville avaient préféré oublier. En 2021, lorsqu'un Mazanais avait été arrêté au Leclerc de Carpentras, à quelques kilomètres de là, on en avait un peu parlé au café du matin. Les révélations sordides qui s'en sont suivies avaient alimenté les conversations, mêlant sidération et dégoût. Mais la sortie de crise sanitaire avait dilué le sujet, comme si le village n'était pas concerné. *«Si ça avait été des Mazanais historiques, ça n'aurait pas été pareil»*, pense Rita, qui n'est elle-même pas du sérail, comme le couple, installé dans la commune depuis 2013.

Précédent. Ce mercredi de la fin du mois d'août, il reste quelques touristes aux terrasses des deux cafés de la commune de 6000 habitants, l'un des bourgs qui grandissent à l'ombre de Carpentras, la capitale du Comtat Venaissin. Mazan, ce n'est pas vraiment la Provence des magazines, mais il y fait tout de même bon vivre. La commune gagne des habitants: là où il n'y a pas de vignes s'installent des retraités en quête de soleil et de quiétude, ou des familles qui garnissent les deux écoles et le collège posté à l'entrée de la ville, près du gymnase. C'est là, sur le grand parking de graviers, que les hommes contactés par Dominique P. se garaient, généralement la nuit. Puis ils empruntaient à pied les ruelles jusqu'au logement que le retraité louait avec sa femme depuis leur arrivée. Aujourd'hui, la maison a été relouée.

Aux policiers, les voisins ont décrit un couple *«normal»*, tous deux *«gentils et serviables»*, quoique peu impliqué dans la vie locale. *«Lui, certains l'ont croisé parce qu'il avait adhéré à un club sportif,* raconte le maire (DVD) Louis Bonnet, qui ne le connaissait pas. *C'était un monsieur Tout-le-Monde, on lui aurait confié des enfants…»* Durant ces années d'horreur, personne n'a rien vu.

A Mazan, l'imminence du procès a relancé les conversations et les questions. *«Dix Temesta? Ça aurait pu la tuer!»* ressasse Rita, pharmacienne à la retraite. L'élu de l'opposition municipale Stéphane Claudon, infirmier libéral, se demande lui s'il aurait décelé chez la victime des signes d'une surdose médicamenteuse: *«A la place des médecins qui l'ont examinée, je n'aurais pas pensé à une intoxication. Maintenant, si je vois quelqu'un qui n'est pas bien, j'y penserai…»* L'élu quinquagénaire réfléchit à organiser un temps de discussion collectif après le procès: *«Je me demande comment le vivent les femmes. Une trentaine d'hommes impliqués n'ont pas été arrêtés.»* D'ailleurs, la serveuse du café où il s'est attablé s'en inquiète: *«Je me disais l'autre jour que j'en croise peut-être parmi mes clients…»*

La dernière fois à son comptoir, les habitués craignaient la *«mauvaise pub»* faite par le procès au village. Il y a un précédent dans le coin: en 1990, la profanation du cimetière juif de Carpentras avait provoqué un séisme médiatico-politique, et a durablement terni la réputation de la sous-préfecture. *«C'est sûr que ça ne donne pas une très bonne image»*, euphémise le maire Louis Bonnet. Samedi, il organise une réunion pour l'accueil d'une cinquantaine de nouveaux habitants, qui lui en parleront forcément. *«Je ne sais pas trop comment aborder le sujet. Il faut essayer de ne pas le prendre au tragique, parce que ce n'est pas reproductible. La trentaine d'hommes qui n'ont pas été arrêtés? C'est vrai, c'est inquiétant, mais tous ne viennent pas de Mazan…»*

«Silence». Mercredi et jeudi, dans la nuit déserte, les murs de Mazan ont parlé. Un collectif féministe est venu coller des messages en amont du procès. *«L'horreur est arrivée près de chez vous»*, *«Pas de justice, pas de paix»* ou encore *«M'endors pas»*, du nom de l'association créée par Caroline Darian, fille de la victime. *«Le silence autour de cette histoire nous a choqués. Comme si elle glaçait plus qu'elle n'ébranlait,* explique Théa (1), l'une des militantes. *Or, c'est une affaire totale pour les problématiques féministes: les agresseurs sont de toutes les classes d'âge et catégories sociales, ça parle aussi du viol conjugal, du corps de la femme dans la médecine… Nous avons voulu apporter notre soutien à la victime, ouvrir les yeux au village et au-delà.»* Les collages n'ont pas tenu longtemps, arrachés par les services municipaux. Le collectif espère que les habitants ont eu le temps de les voir. *«Cela permet d'ouvrir des conversations qui sinon seraient restées sous le tapis,* poursuit Théa. *Cette affaire est hors norme, impensable, mais ça s'est passé, ça existe. Et il faut l'accepter.»*

STÉPHANIE HAROUNYAN
Envoyée spéciale à Mazan (Vaucluse)

(1) Les prénoms ont été modifiés.

Par **JULIETTE DELAGE** et **MARLÈNE THOMAS**
Photos **PATRICK GHERDOUSSI**

L'enfer est parfois pavé de rêves ordinaires: profiter d'une retraite sous le soleil, quitter le rythme effréné de la région parisienne pour un quotidien plus doux. En mars 2013, Gisèle P., 60 ans, s'installe avec son mari, Dominique P., dans une maison avec piscine, louée à Mazan, commune du Vaucluse de 6000 habitants. C'est derrière les épais murs de cette banalité que se dissimule l'abjection. Elle sera disséquée devant la cour criminelle départementale du Vaucluse, dans un procès hors-norme qui s'ouvre à Avignon ce lundi et durera jusqu'au 20 décembre. 51 hommes, dont Dominique P., y comparaîtront – dans leur immense majorité pour *«viols aggravés»*, un crime passible de vingt ans de réclusion criminelle. Les faits reprochés? Entre 2011 et 2020, droguée à de nombreuses reprises par son mari, jusqu'à une inconscience *«proche du coma»* selon l'ordonnance de la juge d'instruction qui a dirigé l'enquête, Gisèle P. est violée par une multitude d'hommes recrutés sur le site Coco.gg. Dominique P. documente l'horreur: 20000 photos et vidéos – aux titres sans équivoque (comme *«ABUS/nuit du 09 06 2020 avec charly 6eme fois»*) – ont été retrouvées sur l'ordinateur de ce retraité, âgé aujourd'hui de 71 ans. Ces images ont permis de dénombrer 92 viols, pour la plupart commis dans leur chambre.

«FORT SYNDROME DE STRESS POST-TRAUMATIQUE»

Gisèle et Dominique P. se rencontrent en 1971 et se marient deux ans plus tard. De leur union naissent trois enfants, aujourd'hui âgés de 34 à 47 ans. Installée dans la cité pavillonnaire de Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne), la famille est *«unie»*, retrace au *Figaro* leur fille Caroline Darian, engagée dans la lutte contre la soumission chimique avec son association M'endors pas. Ex-salarié d'EDF, Dominique P. a plusieurs vies professionnelles jusqu'à devenir vendeur de matériel informatique; quant à Gisèle P., elle fait carrière comme chargée d'affaires chez EDF. Elle est décrite comme *«serviable»*, *«généreuse»*, *«joviale»* par ses deux belles-filles. L'une d'elles pointe néanmoins cette tendance à mettre *«beaucoup son mari en avant»*, à *«passer après lui»*. Le couple connaît quelques crises, marquées par des infidélités réciproques.

Durant ses dernières années franciliennes, Gisèle P. constate quelques *«absences»*. De ses propres aveux, son mari commence à la droguer, usant principalement du Temesta, un anxiolytique, que lui prescrira ensuite son médecin à Mazan. Le retraité, qui n'a jamais été payé en contrepartie des viols et dont le mobile sera au cœur des audiences, retrace au cours de l'enquête judiciaire un basculement à la soixantaine. Détaché de ses *«responsabilités familiales»*, *«seul»* avec son épouse, il devient *«plus exigeant dans ses fantasmes sexuels»*. Gisèle P. parle de *«sexualité normale»*; elle ignore qu'il use de la soumission chimique pour s'adonner à *«certaines pratiques sexuelles qu'elle refusait»*. Le mari assume également *«retirer du plaisir à voir son épouse touchée par quelqu'un d'autre»*, une *«pratique»* découverte en ligne au mitan de la cinquantaine. Son expertise psychologique conclut à *«l'absence de pathologie ou d'anomalie mentale, mais à une déviance sexuelle ou paraphilie de type voyeurisme»* et à *«une personnalité perverse»*.

Les pertes de mémoire, la fatigue de Gisèle P. s'intensifient à son arrivée à Mazan. *«Un matin, elle s'est réveillée paniquée, avec une nouvelle coupe de cheveux, sans comprendre comment cela était possible. Elle s'est rendue chez son coiffeur qui lui a dit "mais si madame P., vous êtes venue hier!"»* rapporte Stéphane Babonneau, l'un de ses avocats, en précisant que le couple entouré d'amis ne vivait pas dans un *«huis-clos»*, mais *«sortait, voyageait»*. Pendant cette décennie de violences, elle consulte plusieurs médecins, toujours accompagnée de Dominique P., qui justifie ses symptômes par un surmenage lié à la garde de leurs petits-enfants en région parisienne. Aucun médecin n'établit une soumission chimique. Démunis, ses proches suspectent un début d'Alzheimer, tandis que Gisèle P., anxieuse, se voit entravée jusque dans ses déplacements. *«Elle vit avec les symptômes d'une maladie que personne n'explique, ce qui a été un moyen d'isolement»*, appuie Stéphane Babonneau.

> «Chacune des trajectoires des violeurs est unique: celui qui est séropositif, celui qui voulait faire pareil à sa mère, le pompier… Est-il possible qu'on trouve un facteur commun?»
>
> **Stéphane Babonneau** avocat

L'apparente normalité s'effondre le 12 septembre 2020, lorsque Dominique P. est interpellé par les vigiles du Leclerc de Carpentras pour avoir filmé sous les jupes de plusieurs femmes. L'analyse de son matériel informatique met au jour l'horreur: les milliers de photos de Gisèle P. inconsciente, des vidéos de viols, des échanges sur Skype et Coco, dans un salon numérique nommé «A l'insu». *«Tu la fais tester quand même de temps en temps? Clean sûre?»* interroge un internaute. *«Elle ne se doute de rien?»* s'enquiert un autre. *«Non elle met ça sur la fatigue»*, répond le mari. Suite page 4

Suite de la page 3 *«T'es comme moi t'aime le mode viol»*, écrit-il à un troisième. Dominique P. avoue rapidement les faits, en garde à vue. Confronté à la photo de sa fille Caroline Darian dénudée, qu'il reconnaît avoir prise à son insu, Dominique P. nie l'avoir droguée. Plus loin dans l'horreur, la correspondance ADN du retraité a permis au pôle «cold case» de Nanterre, à l'automne 2022, de mettre en examen Dominique P. pour des faits de meurtre précédé ou suivi de viol sur une femme de 23 ans en décembre 1991 à Paris et pour une tentative de viol avec arme sur une autre femme de 19 ans, le 11 mai 1999, à Villeparisis.

Pour Gisèle P. comme pour ses enfants, il s'agit de faire le deuil. D'un mari (dont elle a aujourd'hui demandé le divorce) qu'elle décrivait lors de sa première audition comme *«un super mec»*; d'un père dépeint par sa fille comme *«super présent»*, qui l'accompagne à l'école et à la danse; le deuil d'une vie et d'un bonheur de façade. Ces révélations cataclysmiques, puis leur médiatisation en 2023 dans *le Monde* et *le Parisien*, déstabilisent la cellule familiale, de nouveau soudée à l'approche du procès. *«Après une vie de travail, une vie sans drame, [Gisèle P.] aspirait à couler des jours heureux avec son mari. Lorsque l'affaire a éclaté, son univers s'est effondré. Sa vie est pulvérisée»*, insiste son avocat. Gisèle P. souffre de quatre IST, est atteinte d'un *«fort syndrome de stress post-traumatique, ainsi qu'un fort préjudice sexuel»*, constate l'expertise psychologique. *«L'expert [a conclu] que les atteintes dont elle était victime étaient imputables de façon directe, certaine et exclusive aux faits subis»*, note la juge. Accablée, elle a envisagé de mettre fin à ses jours.

«CHAQUE INDIVIDU DISPOSAIT DE SON LIBRE ARBITRE»

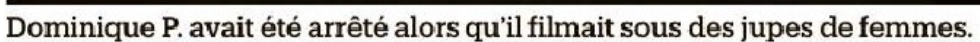
Par son ampleur, sa durée, le nombre d'accusés, cette affaire vertigineuse détruit la figure du monstre, du «fou», ces présupposés de la culture du viol tentant de déshumaniser les auteurs de violences. Les 51 mis en examen sont des *«messieurs Tout-le-Monde»* et n'ont pour la majorité aucune pathologie mentale ou psychique. Ils ont de 26 ans à 74 ans, viennent de tous les milieux. Ils exercent comme journaliste, militaire, surveillant pénitentiaire, ouvriers, informaticien, chauffeurs routiers… *«Chacune de leurs trajectoires est unique: celui qui est séropositif et qui est revenu six fois, sans jamais se protéger, celui qui voulait faire pareil à sa mère, le pompier… Est-il possible qu'on trouve un facteur commun entre tous?»* projette l'avocat Stéphane Babonneau. Si quelques accusés traînent un passif de violences conjugales ou sexuelles, la plupart passent pour des pères investis, des compagnons *«attentionnés»* et *«aimants»*, des amis *«soucieux des autres»*, disent leurs proches.

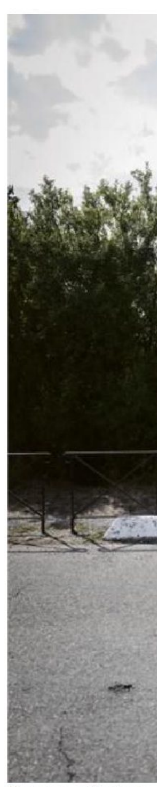
Tous savaient que Gisèle P. était sous l'emprise de médicaments, assure Dominique P. Ces informations en main, selon lui, seul un tiers des individus contactés aurait refusé sa proposition. Auprès des enquêteurs, peu reconnaissent avoir eu connaissance de son état de soumission chimique, un enjeu clé du procès. Presque d'une même voix, ils témoignent avoir cru participer à un *«jeu libertin»*, un *«scénario de couple»* auquel ils se seraient pliés, parfois sous la *«manipulation»* de Dominique P. L'instruction pointe que *«chaque individu disposait de son libre arbitre»* et aurait pu *«quitter les lieux»*. La plupart assurent avoir pensé dans un premier temps que Gisèle P. faisait *«semblant de dormir»*. Le mode opératoire ne laisse que peu de doute quant à leur degré d'information. Ces hommes sont priés par Dominique P. de se garer à distance du domicile pour ne pas attirer l'attention du voisinage, de ne pas fumer de cigarette, ne pas porter de parfum. A leur arrivée, ils doivent se déshabiller dans la cuisine, se laver les mains, voire se les réchauffer sur le radiateur avant d'entrer dans la chambre surchauffée.

Les vidéos finissent, elles, de lever le flou: les ronflements de Gisèle, sa léthargie, les *«doucement»* chuchotés par Dominique P. *«Non! Non! Pas avec… Pas avec les mains, pas avec les ongles, ça va la réveiller, elle est chatouilleuse»*, intime-t-il en octobre 2020 à Mathieu D., 49 ans. Son *«invité»* s'étonne auprès de lui, *«c'est dingue qu'elle ne se réveille pas»*. *«La somnophilie, à un tel degré de sédation, pourrait évoquer la nécrophilie»*, témoigne un expert. Dans certains enregistrements, la victime présente des *«étouffements et pauses respiratoires lors de certaines fellations»* imposées. Mis face à leurs contradictions, plusieurs mis en examen tentent une déresponsabilisation aux relents de droit de cuissage. *«A partir du moment où le mari était présent, il n'y avait pas viol»*, tente Adrien L., chef de chantier de 34 ans. Redouan E., un infirmier de 55 ans, estime, lui, que son mari *«était détenteur de son consentement»*.

Derrière ces individus aux trajectoires multiples, il s'agira lors des audiences de décrypter un système de reproduction de violences, assis par la soumission chimique. Dès 2012, sur Coco, un infirmier donne à Dominique P. des conseils sur la dose de Temesta à administrer. Dans une forme de solidarité masculine criminelle, le principal accusé a reproduit le même schéma, jusqu'à fournir des comprimés à quatre coaccusés. Parmi eux, Jean-Pierre M., 63 ans, à qui il avait proposé à plusieurs reprises de *«venir violer son épouse»*. Entre 2015 et 2020, une dizaine de tentatives de viol et de viols auraient ensuite été commis par les deux hommes contre l'épouse de Jean-Pierre M., pour lesquels ils sont également mis en examen.

Durant ce procès, d'une ampleur inédite pour une affaire de droit commun, Gisèle P. devra faire face pour la première fois à *«ces 50 personnes qui l'ont violée et qu'elle ne connaît pas»*, rappelle son conseil. *«C'est une épreuve que personne n'a jamais vécue. Personne ne cumule autant de violeurs présumés et la découverte des faits à l'audience»*, ajoute-t-il. Les audiences ne devraient pas se tenir à huis clos. Gisèle P. souhaite un *«procès de société»* pour sensibiliser l'opinion aux viols sous soumission chimique. Pour que plus jamais l'illusion de normalité n'enferme si longuement les victimes dans les violences.



Dominique P. avait été arrêté alors qu'il filmait sous des jupes de femmes.


Dans son ordinateur,

Soumission chimique: l'angle mort des soignants

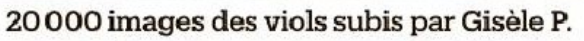
Encore peu instruit sur le sujet, le corps médical tente de se former pour mieux repérer et aider les victimes de ce mode opératoire.

La violence s'ancre dans le doute, s'enracine dans les «peut-être». Dans le cas de Gisèle P., l'incertitude prend la forme de près de dix ans de fatigue, de pertes de mémoire et de douleurs gynécologiques inexpliquées. Entre 2011 et 2020, droguée au Temesta et parfois au Zolpidem – des anxiolytiques de la famille des benzodiazépines – par son mari, Dominique P., elle a été violée par des dizaines d'hommes recrutés en ligne. Pendant cette décennie, Gisèle P. consulte plusieurs médecins, alertée, comme ses proches, par ses absences répétées. Un scanner cérébral ne montre aucune anomalie, tandis qu'une échographie révèle une *«grosse inflammation du col de l'utérus»* inexplicable. Dix ans d'errance médicale durant lesquels aucun médecin n'identifie une soumission chimique. Ce mode opératoire visant à administrer, à l'insu ou de force, une substance psychoactive à une personne à des fins criminelles ou délictuelles (des violences sexuelles dans la majorité des cas) reste encore méconnu des soignants. *«La soumission chimique et plus largement les violences, ce n'est pas ce à quoi on va penser en premier»*, reconnaît Emeline Pasdeloup, médecin généraliste à Gien (Loiret) et coresponsable du groupe de travail sur les violences interpersonnelles du Collège de médecine générale.

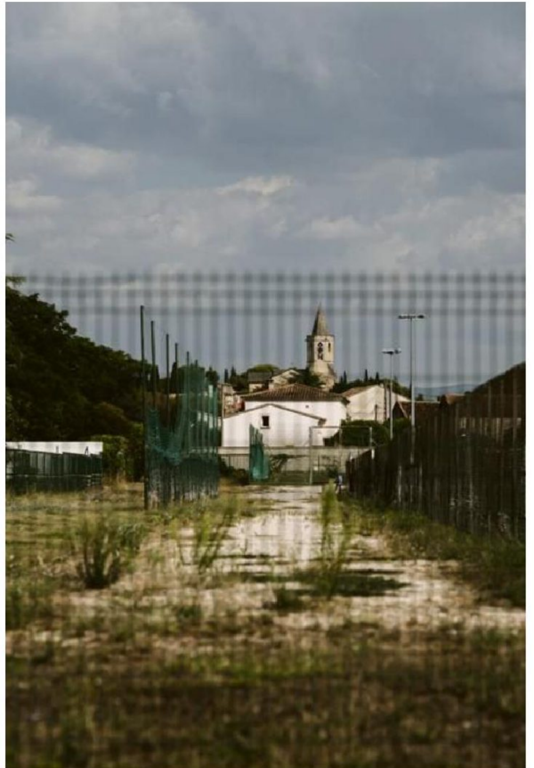
«ENJEU DE SANTÉ PUBLIQUE»

Le procès des viols de Mazan devrait permettre de déterminer si le doute a surgi dans le secret des cabinets médicaux. Et le cas échéant, s'il a été balayé. Il faut dire que les violences subies par Gisèle P. bousculent les présupposés qui cantonneraient la soumission chimique à des violences sexuelles commises par un inconnu usant du GHB, connu comme la «drogue du violeur», en boîte de nuit. Lancée en 2003, l'enquête «Soumission chimique» de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) objective que 43% des 82 cas «vraisemblables» recensés en 2021 ont eu lieu dans la sphère privée contre 20% dans les lieux festifs. Plus de 41% des auteurs sont connus de la victime. *«Les cas que l'on voit se passent beaucoup dans le cadre intrafamilial, mais aussi dans la sphère amicale»*, appuie le pro-





20 000 images des viols subis par Gisèle P.



92 viols ont été recensés lors de l'enquête. PHOTOS PATRICK GHERDOUSSI

fesseur Jean-Claude Alvarez, chef de service du laboratoire de pharmacotoxicologie du CHU de Garches (Hauts-de-Seine) et expert auprès de la Cour de cassation. Quant aux substances utilisées, il s'agit de plus en plus de drogues illicites. Mais la majorité se déniche toujours en pharmacie (56% de benzodiazépines, opioïdes et autres sédatifs).

L'enquête de l'ANSM, au début des années 2000, a fait de la soumission chimique un *«enjeu de santé publique»*, rappelle Leïla Chaouachi, pharmacienne au centre d'addictovigilance de Paris et rapporteure de cette étude. Sans que cela ne se traduise pour autant par une sensibilisation accrue des soignants : celle-ci est encore aujourd'hui le fruit de bonnes volontés individuelles. *«Il y a une quantité astronomique de sujets dans le cursus et la soumission chimique a toujours été perçue comme un épiphénomène»*, relève Leïla Chaouachi, tout en reconnaissant que *«ce n'est pas le quotidien d'un médecin ou d'un pharmacien»*.

Parmi les sept soignants interrogés par *Libération*, aucun n'en a entendu parler durant ses études. Tous y ont pourtant déjà été confrontés au moins une fois dans leur carrière. En 2021, l'ANSM faisait état de 727 signalements suspects, et 1229 en 2022, dans le sillage de la vague #MeTooGHB. Un décompte partiel, puisqu'il s'appuie majoritairement sur les dépôts de plaintes, et que seulement 6% des victimes de violences sexistes et sexuelles se manifestent auprès des forces de l'ordre ou de la justice. *«Il y a eu l'an dernier une vague de patients ayant subi une soumission chimique en boîte de nuit. On n'a pas eu de formation spécifique pour autant»*, regrette Camille Graffin, 29 ans, interne en médecine d'urgence à Grenoble. *«On regardait dans l'urine et le sang de ces personnes toutes les drogues qu'on peut détecter. Ensuite, on voyait si elles voulaient porter plainte. La prise en charge psychologique est assez bâclée. C'est dramatique.»*

«RETROUVER LA MOLÉCULE»

Les conséquences de ces violences sont pourtant majeures : maladies chroniques, état de stress post-traumatique, dépressions… *«L'amnésie ne protège pas. L'incertitude sur ce qui aurait pu se passer est très difficile pour les victimes»*, remarque Dorothée Charre, psychiatre de 38 ans au CHU de Marseille et autrice d'une thèse sur la soumission chimique. Emeline Pasdeloup se souvient, elle, d'une consultation *«perturbante»* alors qu'elle était encore interne. *«La patiente n'était pas sûre de ce qui lui était arrivé en soirée, la veille. Elle voulait tout de suite passer des tests urinaires. Son discours était assez décousu. Je me suis posé la question d'une pathologie psychiatrique et l'ai finalement orientée dans une unité médico-judiciaire»*, déroule la médecin. *Est-ce qu'il y a une prise de sang à prescrire ? Quels sont les délais ? Aujourd'hui, je ne saurais pas dire.»*

> «Les personnes que je forme sont comme moi, elles découvrent le sujet. […] On ne peut pas penser à quelque chose dont on ne nous a jamais parlé.»
> **Ghada Hatem-Gantzer** gynécologue

L'élimination rapide des composés dans le corps nécessite d'agir vite. *«Si un médecin non formé vous envoie vers un laboratoire de ville, le prélèvement sanguin ou urinaire va être envoyé à des gros laboratoires privés qui font de l'immuno-analyse. Il n'y a aucune chance de retrouver la molécule»*, pointe Jean-Claude Alvarez en notant que *«la plupart des labos habilités se trouvent dans les CHU»*. Faute d'un protocole clair pour les soignants, de faux négatifs entravent ainsi régulièrement l'accessibilité à la preuve. La députée Sandrine Josso (Les Démocrates), elle-même victime de soumission chimique, estime *«avoir eu de la chance»* : *«Si ça m'était arrivé à La Baule, où j'habite, ces traces n'auraient pas pu être décelées.»* L'intérêt de l'analyse capillaire reste également trop souvent ignoré. *«Elle permet de retrouver trois ou six mois plus tard les substances que les victimes ont prises à leur insu»*, note la députée. A l'origine de la mission parlementaire sur la soumission chimique, qu'elle espère pouvoir relancer dès la nomination d'un Premier ministre, Sandrine Josso appelle à *«développer»* cette technique onéreuse, que la justice prend en charge en cas de dépôt de plainte.

Consciente de l'urgence, Ghada Hatem-Gantzer, gynécologue et fondatrice de la Maison des femmes, assure depuis février avec Leïla Chaouachi des formations dédiées. *«Les soignants que je forme sont comme moi, ils découvrent le sujet. Avant le témoignage de Caroline Darian* [la fille de Gisèle P., qui a révélé l'affaire de Mazan ndlr], *je ne m'étais jamais posé la question en ces termes. On ne peut pas penser à quelque chose dont on ne nous a jamais parlé»*, insiste la gynécologue de 65 ans. Le questionnement systématique des violences, effectué par seulement 3% des généralistes malgré la recommandation de la Haute Autorité de santé, peut aussi servir d'appui. *«Même si la personne ne sait pas qu'elle a été victime de violences en raison de la soumission chimique, si elle le suspecte, si un jour ça lui revient en mémoire, elle saura qu'on est capable de l'entendre»*, souligne Gilles Lazimi, médecin généraliste de 66 ans et militant associatif.

«RÉDUIRE LES RISQUES»

«Certaines victimes s'ignorent mais il ne faut pas en faire une généralité. Dans la majorité des cas, elles ont la puce à l'oreille. Il est question de leur demander d'écouter leurs doutes», cadre Leïla Chaouachi. Un Doliprane à la forme inhabituelle glissé par son conjoint, un réveil dans son lit déshabillée… Accompagner leurs interrogations est d'autant plus crucial que les symptômes d'une soumission chimique ne sont pas spécifiques. *«Il peut y avoir une amnésie, des troubles de la mémoire, parfois des vertiges, des nausées, de la fatigue. Ça peut être n'importe quel trouble neurologique, une démence, un début d'Alzheimer… Le rôle du médecin est d'abord d'écarter toutes les autres pistes possibles»*, poursuit-elle. Lucie Bosméan, médecin généraliste en ville et à la Maison des femmes du CHU de Grenoble, abonde : *«Je dis à mes étudiants de penser aux violences dès que "ça ne colle pas". De la même manière, quand on a tout essayé, que les douleurs ou troubles de la mémoire persistent, il faut penser à la soumission chimique.»*

Les professionnels de santé doivent aussi prévenir les potentiels détournements des médicaments prescrits. *«On n'a pas envie d'imaginer que nos ordonnances aient de telles conséquences. On sait que ce sont des molécules à risque de dépendance, mais il faut aussi s'autoriser à penser l'horreur»*, lâche Lucie Bosméan. Dans le cas de Dominique P., son généraliste, qui a refusé d'être entendu dans le cadre de l'enquête, a été quasiment l'unique prescripteur des remèdes, mués en arme de crime : au moins 780 comprimés de Temesta entre 2013 à 2020, sans qu'aucune motivation n'apparaisse dans son dossier médical. *«Normalement, on n'est pas censé prescrire plus de quelques semaines ces traitements»*, note Lucie Bosméan.

Un mille-feuille réglementaire entend pourtant limiter leur détournement. *«Certains médicaments sont sur ordonnance, voire sur ordonnances sécurisées, certains avec un renouvellement tous les mois… La réglementation est pensée pour réduire les risques, mais il y a peut-être moyen de faire mieux»*, glisse Leïla Chaouachi. Dans les années 90, le Rohypnol, prescrit contre les insomnies et régulièrement détourné, s'est ainsi vu ajouter un colorant afin de le rendre plus facilement détectable. Le Rivotril (un puissant sédatif), dont les spécialistes avaient constaté un usage frauduleux, a aussi vu sa réglementation renforcée. Dans le cas de Gisèle P., Dominique P. a reconnu au cours de l'enquête avoir évité le Zolpidem en raison d'un goût salé, plus facilement détectable. *«On ne peut en revanche pas ajouter d'amérisant dans tous les médicaments, plus personne ne les prendrait»*, prévient la pharmacienne. Pour Sandrine Josso, les médecins se retrouvent au carrefour du «crime parfait» : la lutte contre la soumission chimique *«est une course contre la montre, contre la technologie et la désinformation»*.

MARLÈNE THOMAS

Israël
Six familles endeuillées, Nétanyahou conspué

La découverte d'otages tués dans un tunnel de Gaza a suscité de très fortes réactions dimanche, avec des appels à manifester et à la grève générale. Si la responsabilité du Hamas est pointée du doigt, c'est la stratégie du Premier ministre israélien qui est surtout dénoncée.

Par
MARIA MALAGARDIS

La rage et la frustration. *«Pardon pour les avoir laissés te tuer»,* a martelé dimanche Gil Dickmann, dans un message plein d'émotion posté sur Instagram, et adressé à titre posthume à sa cousine Carmen Gat. Cette femme de 39 ans dont le visage souriant a été reproduit à l'infini sur les réseaux sociaux, fait partie des six otages détenus par le Hamas depuis l'attaque du 7 Octobre qui ont été retrouvés morts sous la ville de Rafah, à Gaza, par l'armée israélienne ce week-end. Quatre hommes et deux femmes qui auraient été tués d'une balle dans la tête, *«quarante-huit à soixante-douze heures»* avant l'autopsie qui a délivré ses premiers résultats dimanche. Leurs corps se trouvaient dans le même tunnel où avait été retrouvé et libéré il y a une semaine un autre otage, le bédouin Kaid Farhan Alkadi. Depuis le 7 Octobre, c'est la plus importante tuerie d'otages opérée à Gaza. Cinq autres cadavres avaient été retrouvés en juillet, mais ils étaient en réalité morts depuis l'attaque du Hamas dans le sud d'Israël et leurs corps avaient été emportés dans la foulée.

La responsabilité du Hamas n'a pas manqué d'être soulignée. Mais c'est surtout la stratégie jusqu'au-boutiste du gouvernement du Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, qui suscite le plus de colère. Son insistance à bloquer les négociations sur un cessez-le-feu et la libération des otages, en maintenant la pression militaire en les conditionnant notamment au maintien de la présence de l'armée israélienne dans le corridor de Philadelphie, une bande étroite de 14 km à la frontière égyptienne, a engendré la colère d'une grande partie de ses concitoyens. A commencer par le Forum des familles des otages qui appelait ce dimanche à deux manifestations, l'une à Jérusalem et l'autre à Tel-Aviv. Chose inédite : une grève générale est également envisagée ce lundi, alors que de nombreux commerces auraient baissé le rideau dès dimanche, jour de la rentrée des classes dans le pays.

VIES FAUCHÉES

«J'espère que tu as pu voir comment tes amis se sont battus pour tenter de te ramener vivante. J'espère en revanche que tu n'as pas entendu le Premier ministre dire que le corridor de Philadelphie est plus important que ta vie, et celles de ceux qui ont été enlevés», enrage Dickmann sur les réseaux. Car sa cousine Carmen, et deux autres des otages tués, figuraient déjà sur une liste, approuvée par le Hamas, pour être prochainement libérés si les blocages étaient levés. Trop tard. *«Un deal pour le retour des otages est sur la table des négociations depuis deux mois. Sans les retards, les sabotages et les justifications, ceux dont nous avons appris la mort ce matin, seraient encore vivants»,* a dénoncé le Forum des familles des otages dimanche. Lors de l'attaque du 7 Octobre, Carmen se trouvait dans son kibboutz de Beeri, l'un des plus durement touchés par les hommes du Hamas. Sa famille a connu toutes les horreurs de cette funeste journée. Sa mère est morte, comme 1199 autres Israéliens. Son frère et sa fille ont réussi de justesse à échapper à leurs ravisseurs. Tandis que Carmen et sa belle-sœur Yaren finiront à Gaza, comme les 251 otages emmenés ce jour-là. La seconde a fait partie de la centaine de personnes libérées lors de la trêve d'une semaine en novembre 2023.

Parmi ceux-là, nombreux souligneront la résilience extraordinaire de Carmen, à peine revenue d'un voyage en Inde, qui incitait même à pratiquer le yoga pour oublier les dures conditions de détention. C'est la cruauté de la guerre : certaines de ses victimes auraient œuvré pour la paix si elles n'avaient pas été prises dans le feu croisé des haines insolubles.

Que dire alors de Hersh Golberg-Polin ? Certainement l'otage le plus connu, parmi ceux retrouvés morts ce week-end. Cet Américano-Israélien, âgé de 23 ans, né en Californie, avant que sa famille n'immigre en Israël quand il avait 7 ans, rêvait de faire le tour du monde mais s'était récemment impliqué dans l'organisation de tournois de foot avec des gamins israéliens et palestiniens. Comme tous les otages retrouvés morts dimanche, à l'exception de Carmen, il était présent le 7 octobre au festival Tribe of Nova, à 5 km de la bande de Gaza. Au moment de l'attaque, il se réfugie dans un abri, où les incessantes attaques à la grenade vont lui arracher le bras gauche. Ses parents n'auront de cesse de mobiliser toutes les instances internationales, implorant Biden, Elon Musk ou encore le pape de le libérer. Le jeune homme en retirera une notoriété exceptionnelle parmi les autres otages, dont on estime aujourd'hui qu'une trentaine de ceux qui se trouvent encore dans l'enclave est décédée. Il réapparaît le 24 avril dans une vidéo diffusée par le Hamas. Très amaigri, il affirme sous l'œil de ses ravisseurs vivre dans un *«enfer souterrain», «privé d'eau, de nourriture et de soins appropriés».* Mais accuse surtout Nétanyahou d'avoir, par ses bombardements incessants sur Gaza, *«tué au moins 70 otages comme moi»,* et d'avoir rejeté *«tous les deals»* qui auraient permis à sa libération.

TOUT-MILITAIRE

C'est cette question qui ressurgit aujourd'hui. Ce cri des otages, et surtout de leurs familles, qui s'estiment sacrifiées sur l'autel d'une stratégie militariste qui n'a abouti à rien, suscitant de plus en plus de dissensions au sein même du gouvernement. Non seulement la destruction de Gaza a conduit à la mort de 40 738 Palestiniens, selon le dernier décompte du ministère de la Santé du Hamas dimanche, mais la libération des otages est dans une impasse. *«Après l'annonce de la mort de ces six otages, il est temps de voir que le tout-militaire décrété par Nétanyahou ne fait que mettre les otages en danger. Le Hamas est au pied du mur ? N'a plus d'armée structurée ? Il n'a surtout plus rien à perdre. Aucune victoire militaire n'a jamais défait une idéologie»,* martelait ce dimanche dans un webinaire organisé par le Jérusalem Press Club, Gershon Baskin, qui avait négocié la libération du soldat israélien Gilat Shalid, libéré après cinq ans de captivité en 2011. Récemment il a été contacté par le forum des familles d'otages pour s'impliquer officieusement pour leur libération.

«Le temps compte, le sort des otages est une situation d'urgence», souligne de son côté dans une autre réunion en ligne, Daniel Lifshitz dont le grand-père, Oded, un journaliste à la retraite, a été enlevé le 7 octobre dans le kibboutz de Nir Oz. Figure-t-il parmi les otages encore vivants ? Selon les derniers témoignages de ceux qui l'ont vu, son état de santé était alarmant. Au même moment samedi, un cessez-le-feu humanitaire a été décrété dans certaines parties de Gaza pour mener une campagne de vaccination contre la polio, qui y a fait sa réapparition. Et 61 Palestiniens ont péri en moins de 24 heures dimanche, selon un décompte de l'AFP. Chacun peut pleurer ses morts dans l'attente d'un sursaut dont tout le monde mesure peut-être désormais l'urgence.



De gauche à droite, de haut en bas : Hersh Goldberg-Polin, Ori Danino, Eden Yerushalmi, Almog Sarusi, Alexander Lobanov et Carmel Gat, retrouvés morts dimanche à Gaza. PHOTOS AP

A Ra'anana dimanche lors des funérailles d'Almog Sarusi, otage retrouvé mort à Gaza le jour même. PHOTO ARIEL SCHALIT. AP

«Récupérer des otages morts semble encore nous éloigner d'un échange»

La découverte par l'armée israélienne de six dépouilles, samedi, dans le sud de Gaza relance l'indignation des familles sans pour autant ouvrir de nouvelles perspectives en vue d'un éventuel cessez-le-feu.

Selon Etienne Dignat, auteur de *la Rançon de la terreur : gouverner le marché des otages* (PUF, 2023), et chercheur associé au Centre de recherches internationales de Sciences-Po et du CNRS, la mort de six otages supplémentaires risque de prolonger le blocage du processus de négociation, porté par les Etats-Unis, l'Egypte et le Qatar et censé aboutir à une trêve et à une libération des otages.

Quel sera selon vous l'effet de la mort de ces six otages sur les négociations, qui semblent toujours au point mort ?

C'est difficile à dire, mais je ne suis pas très optimiste. Israël a déjà récupéré, il y a quelques semaines, les corps de six otages, sans pour autant que les choses ne changent… Les drames s'accumulent et la ligne de l'exécutif israélien reste la même. De ce point de vue, la difficulté réside dans la façon dont Benyamin Nétanyahou envisage les choses. Selon lui, la force est un moyen à part entière de récupérer les otages – Tsahal se targue d'avoir déjà réussi à sortir huit otages vivants de Gaza. Elle fait partie d'un répertoire d'action au même titre que la négociation, alors même que leurs effets sont très différents sur le sort des otages et sur les civils de Gaza. L'autre chose, c'est que la récupération des corps – aussi dramatique soit-elle – est très importante symboliquement pour la société israélienne. Le Premier ministre s'accroche ainsi à tout pour justifier certaines actions menées dans la bande de Gaza.



DR

Bien sûr, en face de lui, on trouve les familles d'otages, très critiques. Elles accusent le pouvoir de les abandonner et organisent de nouvelles manifestations. Malheureusement, on peine aujourd'hui à mesurer leur réelle influence. Quand on entend ce matin Nétanyahou dire que *«ceux qui tuent les otages* [le Hamas, ndlr] *ne veulent pas d'accord»*, on a plutôt l'impression que le fait de récupérer des otages morts nous éloigne encore d'un échange – ce qui est un peu paradoxal. C'est très préoccupant pour les près de 100 otages qui restent à Gaza, dont une trentaine ont déjà été déclarés morts par l'armée, et pour les populations palestiniennes, qui vont subir de nouveaux assauts.

Le fait de ramener des corps n'est pourtant pas très glorieux…

La question de la récupération des corps est loin d'être anodine. Ce n'est évidemment pas la même chose que de ramener des otages vivants, mais c'est un élément fondamental de la culture israélienne. Au-delà de la douleur d'imaginer que le corps d'un proche puisse rester à Gaza auprès de ses tortionnaires, il y a notamment un rituel funéraire dans la religion juive, qui s'appelle la Tahara. Lors de ce rituel, on a besoin du corps du défunt pour le laver en vue de l'inhumer. C'est tellement important que, par le passé, les Israéliens ont déjà procédé à des échanges de dépouilles d'otages contre des prisonniers vivants ! Vous avez d'ailleurs des unités au sein de l'armée israélienne qui sont chargées de ramener tous les bouts de corps possible des otages et des soldats tués, justement pour permettre que ce rituel ait lieu.

La position de fermeté de Benyamin Nétanyahou peut-elle tenir dans le temps ?

Il faut bien comprendre que pour le Premier ministre israélien, la question de la libération des otages n'est qu'un but de guerre parmi d'autres, le plus évident restant l'élimination du Hamas. Le fait que Tsahal ait réussi, de manière très ponctuelle, à libérer des otages vivants vient appuyer dans son esprit la nécessité de maintenir la pression tout en frappant durement ses ennemis, pour faire d'une pierre deux coups.

Néanmoins, je ne suis pas sûr qu'il parvienne à convaincre grand monde, et surtout pas les familles des otages – qui sont épuisées et écœurées. On pourrait bien sûr espérer que l'évènement de ce week-end soit le déclencheur d'un mouvement de plus grande ampleur – à l'image de la grève générale convoquée ce lundi – qui, à terme, infléchirait la position de Nétanyahou mais, encore une fois, on part de loin. Il y a eu d'autres événements dramatiques au cours des derniers mois, certains otages ont été tués accidentellement par des frappes israéliennes, sans que la donne en soit foncièrement changée.

Ce qui peut réellement débloquer la situation, ce sont les équilibres géopolitiques, le rôle des intermédiaires, la façon dont la tête du Hamas se restructure pour négocier après la mort d'Ismaïl Haniyeh ou encore la baisse de la tension dans le cabinet de guerre israélien. C'est un ensemble de facteurs, que les manifestations des familles peuvent venir consolider en remettant la question des otages et de l'accord de paix global au centre de la table.

Recueilli par **BENJAMIN DELILLE**

Le Président à l'Elysée, jeudi. PHOTO JUSTIN TALLIS. REUTERS

CHOIX DU PREMIER MINISTRE

Macron joue au ni oui ni nom

Le Président, qui reçoit Bernard Cazeneuve et Xavier Bertrand ce lundi, devrait nommer le chef du gouvernement «d'ici mercredi». Alors que l'hypothèse de l'ex-ministre de Hollande montre ses faiblesses, aucun autre nom ne paraît tenir la route.



Par
LAURENCE BENHAMOU

Qui gagnera le loto de Matignon? L'heureux élu du bon plaisir présidentiel sera-t-il de gauche ou de droite? Cazeneuve ou pas Cazeneuve? Un «monsieur ou madame X»? Avec ou sans le soutien de la gauche modérée? Patience, encore un ou deux jours de suspense puis *«ce sera d'ici mercredi»*, souffle un familier d'Emmanuel Macron. Lequel repousse encore son interminable réflexion sur le choix du successeur de Gabriel Attal. Dans son camp, des ténors le pressaient de trancher avant ce lundi. Emmanuel Macron n'y est pas parvenu.

Explications: le Président veut poursuivre ses consultations pour *«trouver un Premier ministre non censurable»*, selon l'expression qui court au Palais. Il recevra donc ce lundi l'ex-Premier ministre de François Hollande Bernard Cazeneuve, qui fait encore figure de favori (mais bien moins qu'avant le week-end), avec qui il n'avait encore eu aucun contact. Il rencontrera également François Hollande, qui vient de critiquer vertement son refus de nommer la candidate du Nouveau Front populaire (NFP) Lucie Castets – une «faute institutionnelle» – ainsi que Nicolas Sarkozy, qui l'a appelé publiquement à nommer un Premier ministre de droite. Autre invité: le président LR des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, dont le nom a également circulé.

Ce week-end, où le chef de l'Etat s'est retranché dans sa résidence de la Lanterne, a vu l'hypothèse Cazeneuve testée. La question centrale était celle de l'accueil que les socialistes pourraient réserver à un tel profil, respecté par la droite et opposant déclaré à LFI. Question subsidiaire, Macron accepterait-il de nommer ce proche de Hollande – Cazeneuve a fait un discours chaleureux pour les 70 ans de l'ancien président en août – qui a jugé sa réforme des retraites *«fondamentalement injuste»*? S'il le reçoit, c'est pour le sonder, sans que l'on puisse en déduire qu'il veut le nommer. *«Mais ce n'est pas pour s'enquérir de sa petite santé»*, s'agace l'entourage présidentiel.

«TRAIT D'HUMOUR»

Jean-Luc Mélenchon a déclaré jeudi que cette nomination pourrait fracturer le NFP en faisant *«des dégâts dans les rangs parlementaires du PS»*. Opinion qui aurait pu convaincre Emmanuel Macron… Sauf que les conseillers de l'exécutif scrutaient les réactions des socialistes à Blois, où le parti tenait son université d'été de jeudi à samedi. Et Cazeneuve n'a pas semblé passer le test. Si les opposants à Olivier Faure et à l'alliance avec les insoumis se sont dits prêts à donner une chance à un Premier ministre issu du PS comme Cazeneuve, le premier secrétaire a vendredi semblé refuser tout compromis et s'en tenir à la ligne du NFP: censurer tout gouvernement non dirigé par leur candidate Lucie Castets. Avec dérision, Olivier Faure, cité par *le Monde*, a ironisé sur la possibilité qu'Emmanuel Macron le nomme: *«Imaginez que j'aille à Matignon sans vous, mes amis. Est-ce que j'aurai un gyrophare, parce que toute trahison a un prix?»* Et comment *«imposer au chef de l'Etat un rapport de force»*, avec ses 66 députés *«minoritaires par rapport aux macronistes»*? Dans le camp présidentiel, sa tirade a fait l'effet d'une porte qu'on claque. *«Cazeneuve est très rassurant, il dit qu'il rallie les députés socialistes, mais il faut voir ce qu'Olivier Faure a dit à Blois, notamment son trait d'humour sur "pourquoi pas moi Premier ministre"»*, commente un conseiller de l'exécutif. *L'Elysée envisage d'attendre le milieu de semaine, le temps de voir si Cazeneuve passe au PS. Et sur le fond, il lui faudrait accepter qu'un gouvernement Cazeneuve revienne sur des réformes pour qu'il puisse donner des symboles pour le "peuple de gauche". Or on ne sait pas ce que le Président est prêt à lâcher. Sans doute pas sur la politique de l'offre, qui pour lui a permis la baisse du chômage. Mais il semble ouvert à retravailler la réforme des retraites via une concertation avec les partenaires sociaux, sans abrogation sèche.»*

LE TEMPS PRESSE

Puisque l'option Cazeneuve a du plomb dans l'aile, d'autres noms ont ressurgi ce week-end, cités par plusieurs conseillers, mais aucun ne semble tenir la route. Côté droite, David Lisnard, maire LR de Cannes et président de l'Association des maires de France, qui a été reçu vendredi par le chef de l'Etat. Son atout, être un élu local. *«Mais il serait censuré a priori par la droite»*, évacue un macroniste. Venu de la gauche, Didier Migaud, 72 ans, ex-député socialiste, président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique et ex-président de la Cour des comptes? Alexis Kohler, l'éminence grise de Macron, serait pour. Un proche de Macron conteste: *«Le Président veut un politique et Migaud n'est plus élu depuis que Sarkozy l'a nommé à la Cour des comptes»* il y a quinze ans. *«Et puis ce n'est pas un de nos alliés»*, renchérit un autre proche de Macron. Aucun n'exclut que le Président opte pour un candidat surprise. Le nouveau Premier ministre devra ensuite composer un gouvernement, ce qui peut être long, alors que le temps presse pour élaborer le budget. L'épreuve de la motion de censure pourrait ne pas attendre son examen: la présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, a réclamé dimanche une session extraordinaire sitôt le gouvernement nommé. ◄►

Budget 2025: Bercy contraint de dévoiler ses cartes

La commission des finances de l'Assemblée attend ce lundi que le ministère lui communique les documents pour les budgets 2024 et 2025, préparés par le gouvernement en attendant un successeur.

Le budget, on a vu plus léger comme thème pour un feuilleton estival. Le dernier épisode, loin d'être l'ultime, prend un tour épistolaire. Vendredi, même pas vingt-quatre heures après l'avoir vu à Bercy, les députés Eric Coquerel (LFI) et Charles de Courson (Liot) ont adressé une lettre à Thomas Cazenave, le ministre démissionnaire chargé des Comptes publics. Le président de la commission des finances de l'Assemblée et le nouveau rapporteur général du budget écrivent d'un ton courtois, mais usent de la menace. Ils récapitulent les documents que le ministre s'est engagé à leur transmettre d'ici à ce lundi, avant la réunion du bureau de la commission prévue mercredi. A savoir des *«documents de synthèse permettant une analyse des travaux budgétaires en cours tant pour 2024 que la loi de finances pour 2025»*, faute de quoi ils procéderont *«ensemble à des investigations sur pièces et sur place afin d'étudier ces informations dans les plus brefs délais»*. *«Ils les auront»*, a indiqué Thomas Cazenave au *Parisien* dimanche.

Concept. Le temps presse. Le projet de loi de finances (PLF) pour 2025 doit être déposé sur le bureau de l'Assemblée au plus tard le 1er octobre après avoir été soumis vers la mi-septembre au Conseil d'Etat et, en partie, au Haut Conseil des finances publiques. Plus le chef de l'Etat prend son temps pour nommer un Premier ministre, moins ce dernier, comme l'administration, en auront pour réécrire les textes budgétaires. A Bercy, on situe à ces jours-ci l'entrée dans la période critique pour tout reprendre.

Une première version existe, elle a été rédigée pendant l'été et répond à un nouveau concept, celui du *«budget réversible»*, selon l'expression de Matignon. De ce texte, on ne sait pas grand-chose, si ce n'est que le budget de l'Etat sera *«zéro valeur»*, du même montant que celui de cette année, soit 492 milliards d'euros. Il ne prend donc pas en compte l'inflation, estimée autour de 2% l'an prochain, ce qui représente une économie d'environ 10 milliards. Le gouvernement démissionnaire veut-il toujours ramener le déficit public de 5,1% du PIB cette année à 4,1% l'an prochain? Quelles coupes envisage-t-il dans quelles politiques? Quelles hypothèses économiques retient-il?

Une partie des réponses à ces questions sont contenues dans le «brouillon» de «tiré à part», qui récapitule les plafonds de dépenses, et dans les lettres plafond adressées aux ministères. Le premier aurait dû être transmis aux parlementaires le 15 juillet au plus tard – c'est écrit dans la loi organique relative aux lois de finances. Le gouvernement démissionnaire, au vu des circonstances, a choisi de s'affranchir de cette échéance après en avoir informé les parlementaires. Cela n'a pas empêché Matignon de faire parvenir à chacun des ministres démissionnaires le 20 août les lettres plafond, sans discussion préalable entre les ministres, Bercy et Matignon. Pour justifier qu'elles soient tenues secrètes, l'exécutif argue qu'elles n'engagent en rien le prochain gouvernement.

Les lettres plafond de deux ministères ont fuité. Le ministère de la Transition écologique a fait savoir à l'Agence France-Presse samedi qu'il n'y avait *«ni accord ni soutien du ministre [Christophe Béchu] sur les économies demandées»* après que *Contexte* a dévoilé des coupes dans le fonds vert et l'électrification des véhicules. Matignon dément les premières pour 2025 (mais pas pour les années suivantes) et fait part d'une baisse de 500 millions pour les secondes, avec une enveloppe ramenée à 1 milliard. Pour le ministère du Travail, *le Monde* a révélé que son budget serait amputé de 2,9 milliards par rapport à la loi de finances initiale de 2024. *«Ce montant tient compte des économies prises en 2024 qui seraient pérennisées en 2025 et de celles liées à la fin des versements des plans de relance. Au total, les économies nouvelles concerneraient essentiellement l'apprentissage avec 200 à 300 millions d'euros»*, rectifie-t-on à Matignon.

Equation. En l'absence d'état des lieux limpide pour 2024, difficile de comparer l'évolution des crédits d'une année à l'autre. Après un premier décret de 10 milliards d'euros d'annulation en février (la commission des finances espère obtenir des précisions sur sa réalisation mi-septembre), le gouvernement a gelé pour 16,7 milliards de crédits (la commission a eu le détail du gel de juillet). Déjà, l'équation se complique. Les collectivités locales, dont Bercy attendait un effort de 2 milliards, n'ont pas freiné leurs dépenses. Quant aux recettes fiscales, elles sont, comme l'an dernier, moins élevées qu'escompté, notamment sur l'impôt sur le revenu, sur celui sur les sociétés et, en juillet, sur la TVA. *«Cela montre bien que ce pays a un problème de recettes, pas de dépenses»*, en déduit Eric Coquerel.

Au sein du Nouveau Front populaire, on considère que ce projet de budget est de moins en moins virtuel maintenant que la nomination de Lucie Castets à Matignon a été écartée par le chef de l'Etat. *«Ils comptent bien sur le fait que le futur Premier ministre s'avale ce budget-ci»*, estime Eric Coquerel, qui n'est pas près de quitter l'opposition: *«Si c'est Bernard Cazeneuve, personne ne se fait d'illusion. Il appliquerait une politique de droite.»* Le NFP continue de préparer le PLF, une session de travail avec des économistes réunis par Lucie Castets et les représentants des partis a eu lieu fin août. *«L'idée est de modifier profondément le budget en commission au point de le rendre NFP-compatible»*, assure Eric Coquerel. La saison 2 du budget commencera à l'Assemblée le 1er octobre.

ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER





Chine : arrestation de l'artiste Gao Zhen, figure de l'art contemporain contestataire

«Atteinte à la réputation et à l'honneur des héros et martyrs» : c'est sous ce motif qu'a été arrêté Gao Zhen, 68 ans. L'aîné des frères Gao, figures de proue de l'art contemporain engagé des années 90 et 2000, connus pour leurs positions critiques du régime et du maoïsme, a déménagé aux Etats-Unis en 2021. Il a été interpellé lors d'une visite à sa famille. PHOTO REUTERS

L'HISTOIRE DU JOUR

La renaissance de **Duralex** en scop, un «enjeu immense»

Devenu une société coopérative et un objet politique durant l'été, le verrier qui a traversé moult difficultés veut se relancer et sortir de son image nostalgique avec de nouvelles gammes.

Par **FRANTZ DURUPT**



Des militants communistes soutiennent Duralex, à Paris le 15 mai. PHOTO VINCENT LOISON. 1 H 23

Et maintenant, tout commence pour eux. Désormais propriétaires de leur usine, les 228 salariés de Duralex et leur directeur général, François Marciano, lancent pour de bon, ce lundi, le projet industriel qui doit conduire le verrier français presque octogénaire vers des horizons prospères, après plusieurs décennies de chocs financiers – dont le dernier, à l'orée de l'été, a bien failli le briser définitivement. La presse a été conviée à visiter l'usine en ce jour de rentrée des classes, qui n'a pas été choisi au hasard : les Duralex savent que leur plus grande richesse réside dans les souvenirs de cantine que convoquent un verre Gigogne et son nombre imprimé au fond – non pour signifier un âge, mais pour identifier le moule qui l'a fait naître.

Seulement, cette nostalgie constitue aussi une faiblesse: *«Depuis 1997, il n'y a pas eu une nouveauté chez Duralex»*, relève François Marciano, qui dirige l'usine depuis 2021. Autant dire, comme le délégué syndical CFDT Suliman El Moussaoui, que la coopérative *«part d'une page blanche»*, après un été agité. Le 26 juillet, le tribunal de commerce d'Orléans a décidé de placer le sort de Duralex, lâché par sa maison mère, la Maison française du verre, entre les mains de ses propres salariés. Près de 60 % d'entre eux avaient voté pour la transformation de la société anonyme en une société coopérative de production (scop), un projet notamment porté par la CFDT, premier syndicat du site. Ces presque 150 personnes avaient même déboursé 500 euros par tête de pipe afin d'abonder le pécule de départ. L'offre avait le mérite de conserver l'intégralité des emplois. Sa concurrente la plus sérieuse, portée par la holding Tourres & Cie, déjà propriétaire notamment du verrier et cristallier Waltersperger, prévoyait quant à elle d'en supprimer une cinquantaine. Soutenue par la métropole d'Orléans et la région Centre-Val de Loire, la proposition de scop a emporté l'adhésion du tribunal, qui a jugé son *«projet marketing et commercial cohérent et sérieux»*. Ils sont désormais 138, selon la CFDT, à cumuler le statut de salarié et d'associé.

«Hammam». C'est ainsi qu'en pleine ferveur patriotique autour des Jeux, Duralex s'est transformé en un objet politique. Le 31 juillet, l'aspirante Première ministre du Nouveau Front populaire, Lucie Castets, s'y est rendue accompagnée de plusieurs figures de la coalition de gauche: la secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier, le Premier secrétaire du PS, Olivier Faure, le député LFI Antoine Léaument... Vêtus de vestes de protection bleues siglées Duralex, des bouchons antibruit dans les oreilles, ils ont pu observer le fascinant parcours qui transforme le calcin (verre brisé), versé dans le four à 700°C, en une paraison (goutte de verre en fusion) qui sera méthodiquement pressée sous forme d'assiette, de gobelet ou de bol, puis soumise à un choc de température pour tremper le verre, le tout en une quinzaine de minutes. La chaleur, qui peut flirter avec les 50 °C en été, était étouffante, au point que Marine Tondelier l'a comparée à celle d'un *«hammam»*.

Quelques médias ont immortalisé le moment. Aussitôt postées sur les réseaux sociaux, leurs images ont déclenché l'ironie des comptes militants macronistes, qui ont moqué *«une gauche bobo déconnectée»*. Mais aussi du RN, son vice-président, Sébastien Chenu, raillant des représentants du NFP *«déguisés en bleu de travail»* – une tenue pourtant réglementaire pour visiter le site, comme cela se pratique dans la plupart des usines. Le ministre démissionnaire de l'Industrie, Roland Lescure, s'est quant à lui fendu d'un tweet, puis d'une interview au *Point*, pour dénoncer une *«mise en scène de théâtre»*. Et rappeler que Duralex a bénéficié ces dernières années du soutien de l'Etat : un prêt garanti de 15 millions d'euros au plus haut de la crise du Covid-19, puis près de 2,9 millions d'euros d'aides énergie, et encore 1 million pour l'activité partielle à laquelle a recouru l'entreprise en 2023, quand elle avait mis son four en veille pendant sept mois pour minimiser les effets de la hausse des prix de l'énergie. Soit 19 millions d'euros comptabilisés par les services du ministre.

En réalité, ces 19 millions, *«je ne les ai jamais vus passer»*, affirme François Marciano. De fait, ils n'ont pas été versés à Duralex mais à la maison mère de Pyrex, la Maison française du verre, qui avait repris l'entreprise fin 2020, déjà à l'issue d'un redressement judiciaire. A l'époque, quand *Libé* s'était rendu sur place, tout le monde semblait convaincu des vertus d'une alliance Duralex-Pyrex. Seulement, quand les ennuis financiers ont commencé sur fond d'inflation énergétique, *«naturellement, ils se sont recentrés sur Pyrex, et ils ont littéralement abandonné Duralex»*, explique François Marciano.

Limité. Partir d'une «plage blanche», pour les Duralex, cela veut dire sans les dettes accumulées, mais aussi avec un pécule limité. Additionnés, les prêts bancaires (à hauteur de 4 millions d'euros) et le rachat du terrain et du bâtiment par la métropole (autour de 6 millions d'euros), ne laissent voir venir que jusqu'à la fin de l'année, selon Suliman El Moussaoui. *«L'enjeu est immense»*, reconnaît volontiers Vincent Vallin, le nouveau directeur de la stratégie et du développement, comme l'illustre la difficulté à se procurer du Duralex dans les grandes surfaces. Il ambitionne de gonfler le chiffre d'affaires (autour de 30 millions d'euros aujourd'hui) de 30 % en cinq ans. Ce qui doit passer par *«trois innovations produit par an pendant les cinq ans qui viennent»*. Et par un changement fondamental de culture pour l'entreprise devenue coopérative? Pas vraiment, selon Vincent Vallin: *«Ça ne veut pas dire que le management soit fondamentalement différent.»* Dit autrement par François Marciano: *«Aujourd'hui, il y a un nouvel actionnaire, les Duralex, qui nous suivent»*, résume le DG. Avec eux, *«on va prouver à tout le monde qu'on peut gagner»*.



«Le modèle des scop est séduisant mais sa mise en place est parfois complexe» A l'aune de la transformation de Duralex en société coopérative de production, le sociologue Maxime Quijoux juge ce modèle méconnu comme «prometteur» mais pas suffisamment soutenu.





Hvaldimir, le béluga soupçonné d'être un espion russe, est mort

La légende de Hvaldimir a pris fin. Le béluga, que certains pensaient être un espion russe, a été retrouvé mort samedi. Le cétacé fascinait le grand public : il avait été repéré par des pêcheurs en 2019 au large de la Norvège. A l'époque, son look avait intrigué : le béluga portait un harnais autour de la tête avec l'inscription *«Equipment Saint Petersbourg»*, un dispositif susceptible d'accueillir une caméra. PHOTO EIN DAHMER. CC

Alpes-Maritimes L'enfant de 7 ans renversée par un motard est morte

Kamilya, fillette de 7 ans qui avait été fauchée jeudi par un motard à Vallauris (Alpes-Maritimes) alors qu'elle traversait à un passage piéton, est morte dimanche, a appris l'AFP auprès de l'avocat de la famille. *«Il y a eu un rassemblement spontané dimanche soir à Vallauris au cours duquel le père a annoncé le décès»*, a déclaré Me Nabil Boudi. Selon lui, l'enquête devrait être requalifiée dès ce lundi en *«homicide involontaire»*. Placée dans un coma artificiel, Kamilya souffrait d'un traumatisme crânien et de multiples fractures. Samedi soir, le motard, un jeune homme de 19 ans inconnu de la justice, avait été mis en examen *«pour blessures involontaires ayant entraîné une incapacité totale de travail supérieure à trois mois par violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence par conducteur de véhicule terrestre à moteur»*. Il avait été libéré à la suite de sa garde à vue et placé sous contrôle judiciaire, une disposition assortie d'un certain nombre d'obligations, de la remise de son permis de conduire et de l'interdiction de quitter le département. Le parquet avait réclamé son placement en détention provisoire. Il a fait appel de la décision du juge des libertés et de la détention, un appel qui doit être examiné *«dans les meilleurs délais possibles»* par la chambre de l'instruction de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, selon cette dernière. *(avec AFP)*

Sans LFI ni parti, Ruffin trace sa route

Pour la première fois, le député de la Somme François Ruffin organisait samedi sa rentrée à Flixecourt, dans sa circonscription. Une journée à son image, sorte de grande kermesse avec jeux gonflables pour les enfants, chamboule-tout pour les adultes, odeur de merguez et fanfare. 1600 personnes sont venues, plus que le seuil de 1000 à partir duquel ses soutiens considéraient que l'événement serait une réussite.

Venus le soutenir, l'écolo Karima Delli ou le communiste Sébastien Jumel. Egalement présents, le président du conseil départemental de Seine-Saint-Denis Stéphane Troussel, la députée Génération·s Sophie Taillé-Polian, les insoumis Damien Maudet et Leïla Chaibi mais aussi Clémentine Autain, Raquel Garrido, Danielle Simonnet et Alexis Corbière, qui ont tous rompu avec Mélenchon. *«Ça fait deux ans qu'on s'est coalisés et ça tient»*, se félicite Garrido, même si, dans la bande, certains regrettent un peu de voir Ruffin rester en lisière du groupe, comme à son habitude.

Cette journée était en préparation depuis des mois, pensée comme une étape de son affirmation. Le député n'est jamais tout à fait parvenu à convaincre de sa volonté d'aller plus loin. *«C'est un velléitaire»*, répète-t-on souvent à gauche. Beaucoup pariaient qu'il n'oserait jamais *«tuer le père»* et qu'il finirait par laisser la place à Mélenchon, qui ne renoncerait que contraint. Mais la dissolution a tout accéléré. La rupture, finalement, a été brutale.

Ruffin, désormais, doit avancer en dehors de tout cadre partisan. Aussi libre que seul. Pendant les négociations du Nouveau Front populaire, qu'il a lui-même lancées, il a pu mesurer le poids des partis, leur façon de reprendre la main, et de la garder serrée. *«Il pouvait être un bon capitaine d'équipe pour Matignon mais personne ne voulait vraiment que ce soit lui»*, regrettait un proche cet été.

L'essayiste s'est rendu compte qu'il ne lui suffirait pas de s'affirmer face aux partis. Il lui faut s'imposer. Pas à pas, il poursuit son chemin, avec un film sur le travail qui doit sortir cette année et une tournée d'avant-première pour l'accompagner. *«Il y a un écart entre le poids de François dans les partis et son capital auprès des Français»*, assure un soutien. Dans son entourage, certains veulent s'en servir comme d'un avantage, en faisant le récit de l'homme libre, porté par le peuple, face aux vieux partis. David contre Goliath à l'heure du dégagisme. Mais beaucoup, à gauche, pensent que ça ne suffira pas. *«Là, il a été un peu pris de court, mais il va falloir jouer avec les armes des partis, on entre dans la deuxième phase de structuration*, rassure Baptiste de Fresse de Monval, maire écolo de Margny-sur-Matz (Oise). *Les gens arrivent quand ça devient sérieux et on est en chemin.»*

CHARLOTTE BELAÏCH

A lire en intégralité sur *Libé.fr*

L'extrême droite allemande triomphe en Thuringe

Malgré les avertissements des églises, des entreprises, des syndicats et des ONG, rien n'a empêché le tremblement de terre politique annoncé. Pour la première fois depuis la fin de la guerre, l'extrême droite est arrivée largement en tête d'une élection régionale. La Thuringe avait été, ironie de l'histoire, la première à avoir été dirigée par des nazis en 1930.

Avec près de 31 % des voix, l'AfD (Alternative für Deutschland) devance les conservateurs (CDU) en Thuringe qui obtiennent seulement 24 %. L'extrême droite pourrait même obtenir une minorité de blocage au Parlement d'Erfurt (un tiers des voix) et mener une politique d'obstruction systématique pour toutes les décisions importantes dans l'éducation ou la sécurité.

Pour les trois partis de la coalition, c'est plus qu'une débâcle électorale. C'est un vote sanction contre l'ensemble des politiques du gouvernement Scholz. Les deux alliés du chancelier disparaissent même du champ politique : les libéraux du FDP, qui plafonnent à 1 %, et les écologistes, à moins de 5 %, sont éjectés du Parlement régional.

Les conservateurs constituent donc la dernière force politique à pouvoir tenir tête à l'extrême droite dans l'est de l'Allemagne. Mais la montée en puissance de l'AfD pose désormais un gros problème pour la formation d'une coalition stable, tous les partis ayant exclu une alliance avec ce parti proche des néonazis dans cette région. La situation est tellement compliquée que les conservateurs, pour faire barrage à l'AfD, pourraient faire appel en Thuringe à Sahra Wagenknecht, transfuge de la gauche radicale (Die Linke), qui a réalisé l'exploit de rassembler 16 % des voix avec son parti créé au début de l'année (BSW). Pour sortir de l'impasse, la droite conservatrice n'a pas exclu une alliance au niveau régional avec cette ancienne stalinienne devenue prorusse. Les négociations s'annoncent très difficiles, Sahra Wagenknecht ayant mis comme condition l'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine.

La région de Saxe renouvelait également son Parlement. Dans cet autre bastion de l'AfD, les conservateurs réussissent à se maintenir difficilement en tête et ne sont pas sûrs de reconduire leur coalition avec les sociaux-démocrates et les écologistes. Là encore, Sahra Wagenknecht pourrait détenir la clé.

Pour le patron de la droite allemande, c'est l'avenir de sa candidature à la chancellerie qui est se joue dans les prochaines semaines. La CDU a décidé de choisir à l'issue de ces élections à l'Est son candidat aux législatives qui ont lieu dans un an. Or, le scrutin est un cruel aveu d'échec pour Friedrich Merz, le président de la CDU, qui envisage de se présenter à la chancellerie et s'est beaucoup engagé dans cette campagne des régionales. Alors qu'il avait promis de *«diviser par deux»* le vote AfD en récupérant les déçus de la politique migratoire de Merkel, les électeurs d'extrême droite ont triplé. Friedrich Merz pourrait lui-même tirer les conséquences de cette cuisante défaite en retirant sa candidature.

CHRISTOPHE BOURDOISEAU
Correspondant à Berlin

RENTRÉE

Les «groupes de besoins» en casse-tête d'affiche

Réunir les élèves les plus faibles ou créer des groupes hétérogènes, revenir ou non en classe entière: les établissements ont dû composer au cas par cas pour appliquer la réforme, qui entre en vigueur ce lundi de rentrée pour les sixièmes et les cinquièmes.



La plupart des collèges optent pour des groupes hétérogènes. PHOTO CYRIL ZANNETTACCI. VU

Par
ELSA MAUDET

Une des missions du journaliste est de rendre intelligible l'information. Mais le moins que l'on puisse dire est que cette rentrée scolaire *(lire aussi pages 18-19)* ne nous a pas facilité la tâche. Ce lundi s'ouvre une nouvelle ère pour le collège, où les classes de sixième et de cinquième vont changer de fonctionnement, avec la mise en place de groupes en français et en maths.

D'abord appelés «groupes de niveau» par l'initiateur de la réforme, Gabriel Attal, lorsqu'il était ministre de l'Education, ils sont désormais désignés comme «groupes de besoins». Le principe: créer des groupes dans ces deux matières «fondamentales», distincts du groupe classe, pour mieux s'adapter aux élèves et les faire progresser. Une réforme qui a donné lieu à des mois d'intense lutte. Problème: quand on se penche sur leur mise en place concrète, on frise l'entorse cérébrale. *«La disparité est telle, en termes de volonté des chefs d'établissement et de moyens accordés, qu'il y a une modalité d'application par établissement»*, remarque Claire Piolti-Lamorthe, présidente de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public. Laetitia Benoit peut en témoigner. *«Entre mon établissement et celui où est scolarisé mon fils, c'est le jour et la nuit»*, dit cette professeure de français en Seine-et-Marne, syndiquée au Snes-FSU. Son collège à elle a opté pour la formule qui semble être la plus courante: créer des groupes hétérogènes, à l'image des classes, afin de ne pas *«trier les élèves»*. Les sixièmes sont répartis en sept classes, mais en huit groupes en français et en maths. Pour créer ce huitième groupe *«patchwork»*, les professeurs ont pioché quelques élèves dans chacune des classes. Ainsi, Jean-Timéo suivra ses cours d'histoire-géo, de SVT, de sport et compagnie avec la sixième 2, mais fera du français et des maths avec des camarades d'autres classes. *«Ils se retrouvent avec des élèves qu'ils ne connaissent pas, c'est pour ça que ça ne nous satisfait pas. Mais on s'est dit que c'était la moins mauvaise option parce que ça permettait aux professeurs de suivre une classe à l'année, avec une équipe pédagogique stable»*, éclaire Laetitia Benoit.

«GROUPE DE LA PERSÉVÉRANCE»

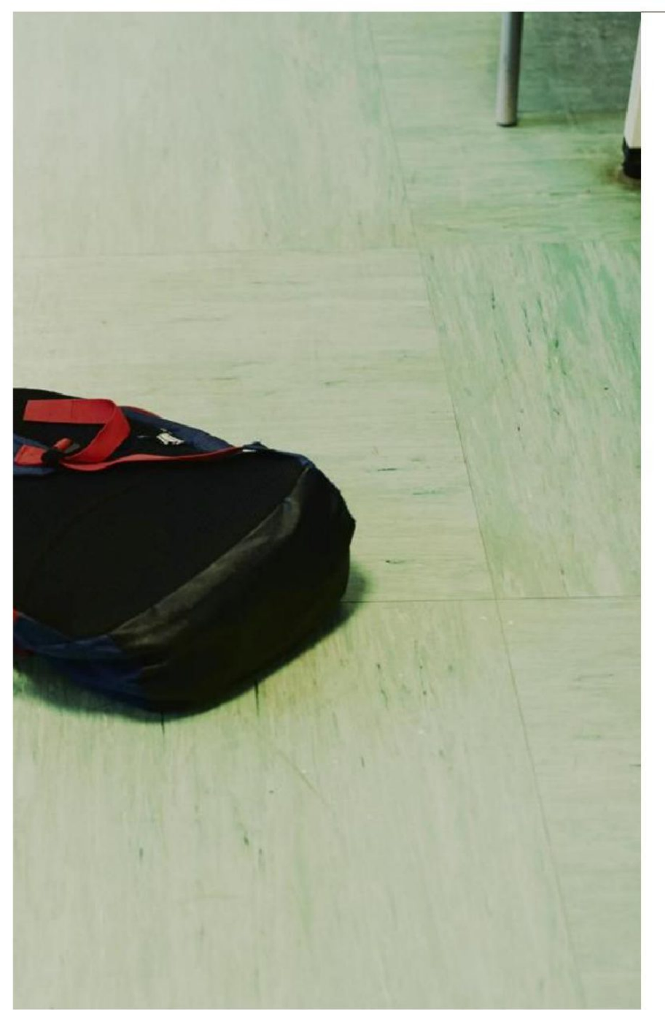
Pour choisir les élèves qui rejoindront le «groupe patchwork» en sixième, *«on a été obligés de se fonder seulement sur les retours des professeurs des écoles. On espère que ces élèves vont tenir le coup et ne pas se sentir mal à l'aise parce qu'ils doivent quitter le groupe classe neuf heures par semaine»*, note Laetitia Benoit. En cinquième, le groupe supplémentaire n'est mis en place qu'en maths, pas en français (compliqué, on vous dit). Les enseignants ont choisi d'y mettre des élèves qu'ils pensent capables de s'adapter à ce fonctionnement baroque.

Dans le collège du fils de Laetitia Benoit, changement d'ambiance: il y aura un groupe d'élèves faibles, baptisé «le groupe de la persévérance». Précisément ce contre quoi des profs et des parents s'étaient érigés l'an passé, criant au tri social et à la stigmatisation.

C'est aussi le choix fait par Pierre et l'équipe de maths de son collège des Pyrénées-Orientales – leurs collègues de français ont tenu à préserver l'hétérogénéité des groupes. *«Quand on n'est pas au niveau en mathématiques, ça devient assez rapidement bloquant. Il y a des élèves qui ont de telles lacunes que, si on ne s'en occupe pas spécifiquement, ils n'avanceront pas»*, justifie l'enseignant.

Des groupes de seize élèves maximum vont ainsi voir le jour en cinquième. Pas en sixième, car le passage d'un à dix enseignants a été jugé déjà suffisamment perturbant pour ne pas en rajouter une couche, un raisonnement suivi dans d'autres collèges également. *«Les objectifs sont les mêmes, ils auront quasiment les mêmes contrôles, c'est juste que les élèves [les plus faibles] vont bénéficier d'un accompagnement différent, centré sur des problèmes plus simples, sur la technique»*, défend Pierre.

Au retour des vacances de printemps, il est prévu qu'ils rejoignent leur classe, jusqu'à la fin de l'année – les textes l'autorisent dans une limite de dix semaines maximum.



Brevet, évaluations… Ce qui change (ou non) en cette reprise

Plusieurs mesures présentées par Gabriel Attal lorsqu'il était ministre de l'Education n'entreront pas en vigueur, certains textes officiels n'ayant pas été signés avant la dissolution de l'Assemblée nationale.

Cette rentrée scolaire devait être celle du «choc des savoirs», du nom de la réforme présentée l'hiver 2023 par l'hyperactif ex-ministre de l'Education nationale Gabriel Attal. Un vaste chantier censé permettre de redresser l'école et d'enfin briller dans les classements internationaux – certaines mesures ont fait l'objet d'une vive contestation. Entre-temps, le ministère a changé de pilote, deux fois, et l'Assemblée a été dissoute, bloquant un certain nombre de projets. Tour d'horizon non exhaustif de ce qui change et de ce qui reste en suspens en ce début d'année scolaire, dont le coup d'envoi est donné ce lundi.

CE QUI CHANGE

Les groupes de besoins au collège. Les élèves de sixième et de cinquième sont censés suivre leurs cours de français et de maths dans des groupes distincts de leur classe, en fonction de leur niveau *(lire ci-contre)*. Dans les faits, la mesure s'appliquera de façon très hétérogène selon les établissements.

La généralisation des évaluations en primaire. Tous les élèves de primaire passeront les évaluations nationales en ce début d'année, le CE2 et le CM2 étant désormais concernés. Le sujet fait l'objet d'un appel à la grève le 10 septembre. Les évaluations étaient aussi initialement imposées aux cinquièmes et troisièmes, mais sont finalement facultatives.

Le téléphone à la porte du collège. L'utilisation du téléphone est déjà interdite en primaire et au collège, mais pas sa possession. Dans 200 établissements volontaires, les élèves devront se délester de leur portable en arrivant.

Deux chemins possibles en terminale professionnelle. Les élèves de bac pro pourront, au choix, finir leur terminale par six semaines de stage, s'ils souhaitent intégrer le marché du travail, ou six semaines de cours, s'ils désirent faire des études supérieures.

Des «prépa-seconde» pour les volontaires. Les élèves ayant échoué au brevet peuvent rejoindre une classe spéciale afin de se préparer à passer en seconde l'an prochain. Moins de 1000 adolescents se sont portés volontaires cette année.

CE QUI NE CHANGE PAS (ENCORE)

Des mesures annoncées ces derniers mois sont en stand-by, faute d'un gouvernement en exercice pour signer les textes officiels. Leur sort dépendra du prochain ou de la prochaine ministre de l'Education.

Le brevet. Le contrôle continu est censé ne plus compter que pour 40% de la note finale, contre 50% aujourd'hui, et porter sur l'ensemble des matières. Les textes *«sont prêts»*, a assuré la ministre démissionnaire Nicole Belloubet. Le décret rendant obligatoire l'obtention du brevet pour passer en seconde est quant à lui *«gelé»*.

La réforme de la formation des futurs profs. Concours à bac + 3 et rémunération durant les deux années de master: la formation initiale des enseignants devait changer en 2025 mais, faute d'accord de Bercy, c'est pour l'instant niet.

Les nouveaux programmes. Les programmes de la maternelle au CE2, ainsi que ceux d'éducation à la vie affective et sexuelle, ont été réécrits, mais pas officialisés avant la dissolution. Ceux d'enseignement moral et civique, en revanche, sont bien passés.

La labellisation des manuels. Le gouvernement souhaitait labelliser les manuels scolaires, autrement dit valider les ouvrages que pourront utiliser les enseignants. Les syndicats, qui craignent un contrôle politique des contenus pédagogiques, s'y sont opposés, sans succès.

E.M.

Le prof qui accompagnait le groupe faible viendra dans les classes *«pour suivre ces élèves plus spécifiquement et s'assurer qu'ils ne sont pas perturbés par une autre organisation»*, indique Pierre. *On n'est sûrs de rien. On essaye, on va voir.»* Près de Béziers, Christophe Giraudo et ses collègues de maths reconstitueront eux aussi par moments leurs six classes de sixième, éclatées en sept groupes, avec une vigilance: *«Les inspecteurs nous ont conseillé de faire des travaux de groupe, de recherche, mais surtout pas d'évaluations.»* Il ne faudrait pas que les élèves pensent qu'il s'agit d'un moment pour les jauger et les faire changer de groupe en fonction de leur niveau.

«ON OUVRE PEUT-ÊTRE LA BOÎTE DE PANDORE»

A Marseille, Jean-Luc Giordani et ses collègues ont abouti à une formule originale. *«On n'était pas d'accord avec cette réforme, on s'est dit: on a un cadre contraint, on va le tordre au maximum, pour le bien des élèves»*, explique le professeur de maths, syndiqué au Snes-FSU. En sixième, *«chaque semaine, on va faire un tiers du temps en classe entière, deux tiers en groupes, en fonction des besoins et des difficultés ponctuelles des élèves, et on va changer régulièrement les groupes. Par exemple, si on travaille sur le numérique, on pourra regrouper ceux qui ont des besoins à ce niveau-là dans des groupes réduits, jusqu'à douze élèves»*, illustre-t-il. En cinquième, il y aura simplement plus de groupes que de classes, sans ce fonctionnement. *«Si ça continue, on choisira le système le plus intéressant pour les élèves»*, indique l'enseignant.

Dans son petit collège de l'académie d'Aix-Marseille, Loïc (1) prononce un gros mot: l'annualisation des temps de service. Dans un souci de conserver autant que possible l'attention de notre lecteur, nous vous épargnerons les détails de conception d'emplois du temps, certes fondamentaux mais un tantinet abscons pour le commun des mortels, qui ont mené à cela. Retenez juste que le collège de Loïc est trop petit pour créer des groupes sans que cela ne désorganise tout et n'ajoute une forte charge de travail aux enseignants. *«Le chef d'établissement voulait se faire bien voir, il est carriériste. On aurait pu rester sur trois classes* [sans groupe surnuméraire, ndlr], *mais il a voulu faire des groupes»*, glisse Loïc. Il a donc fallu composer.

> «On s'est dit: on a un cadre contraint, on va le tordre au maximum, pour le bien des élèves.»
> **Jean-Luc Giordani**
> prof de maths

Au lieu d'effectuer dix-huit heures par semaine pendant trente-six semaines, comme d'habitude, les collègues de Loïc ont décidé de faire plus d'heures à certains moments (quand les élèves seront en groupe) et moins à d'autres (quand les élèves seront en classe entière). *«S'il y a dix semaines en classe entière, ça ne fait que trois classes donc ça "consomme" moins en termes d'heures de profs que lorsqu'il y a quatre groupes»*, avance l'enseignant. L'annualisation des heures étant une grande crainte des syndicats, *«on ouvre peut-être la boîte de Pandore»*, concède Loïc. Afin d'y voir clair dans la jungle des groupes, le Snes-FSU a lancé une enquête auprès de ses adhérents, dont les résultats seront publiés une fois l'année lancée. Toutefois, songe Sophie Vénétitay, sa secrétaire générale, *«on a des exemples de réformes très contestées par les personnels, qui n'ont pas d'intérêt pour faire réussir les élèves, qui finissent par tomber en désuétude. On compte porter le coup fatal bien avant, mais c'est quand même une perspective»*.

A la rentrée 2025, les groupes sont censés voir le jour en quatrième et en troisième. *«On ne peut le faire que sur le premier niveau de la fusée*, assure quant à lui Jean-Luc Giordani. *Dans mon établissement, on a créé un poste en maths et un en français pour pouvoir le faire en sixième et en cinquième, on ne pourra pas le faire en quatrième et en troisième.»* Pierre évacue quant à lui la question: *«Personne n'y croit.»*

(1) Le prénom a été modifié.





LIBÉ.FR

«Pour une athlète paralympique, faire aussi les JO, c'est des années de persévérance»

Le 5 août, Bruna Alexandre est entrée dans l'histoire de son pays. Quadruple médaillée paralympique, double championne chez les valides au Brésil, la pongiste de 29 ans a concouru aux Jeux olympiques, avant de participer, dès ce lundi, aux «Paras». Un exploit rare dont elle raconte avec émotion les coulisses. PHOTO REUTERS



Les Françaises Heïdi Gaugain, Marie Patouillet et la Néo-Zélandaise Nicole Murray à Saint-Quentin-en-Yvelines dimanche.

Les derniers tours de pistes dorés de **Marie Patouillet**

Dimanche à Saint-Quentin-en-Yvelines, la Française de 36 ans a créé la surprise en devançant sa compatriote Heïdi Gaugain sur la poursuite 3000 m avant de faire un malaise pendant la remise des médailles.

Par **JULIEN LECOT**
Photo **FLORENCE BROCHOIRE**

Côte à côte sur les plus hautes marches du podium à Saint-Quentin-en-Yvelines. En public, Heïdi Gaugain et Marie Patouillet n'évoquaient pas trop, avant la compétition, ce scénario fou. Samedi soir, quand elles se sont couchées dans la chambre qu'elles partagent à l'hôtel Ibis collé au vélodrome, difficile pourtant de croire que les deux femmes n'en ont pas parlé. Et qu'elles n'en ont pas ensuite rêvé une bonne partie de la nuit, de cette *Marseillaise* et des médailles qui pendraient autour de leur cou à l'issue de la poursuite sur 3000 m (catégorie C5).

LA FEMME DU JOUR

Si le rêve est devenu réalité dimanche, le podium tant imaginé aura été chaotique, loin de la grande fête espérée. Heïdi Gaugain n'a fait que pleurer, inconsolable, dégoûtée. Et Marie Patouillet, complètement blanche, s'est effondrée au moment de recevoir sa médaille, tenue à bout de bras par ses adversaires et des membres du staff de l'équipe de France. Avant d'être évacuée sur un fauteuil roulant – elle parlera d'un coup de chaud lié aux près de 40 °C ressentis dans la salle, à l'effort et à l'émotion.

Effort monstre. *«Alors là, on a vécu un podium un petit peu atypique quand même»*, dira après coup le manager de la performance du paracyclisme, Laurent Thirionet. Un euphémisme. Marie Patouillet parlera, elle, d'un grand flou : *«Faudra que je re-regarde les images parce que je crois que je ne me souviens pas de tout.»*

Avant le chaos, il y avait eu de la joie en début d'après-midi. Celle de réaliser coup sur coup les deux meilleurs temps des qualifications et de s'assurer une finale franco-française devant un clan tricolore aux anges. Les deux femmes qui se connaissent par cœur et s'entraînent ensemble à l'année s'offraient douze tours de piste pour se départager. Puis, cette drôle de finale a eu lieu. On y a vu les deux coureuses avaler en miroir les 250 m de piste, poussées par 5000 spectateurs qui ne savaient plus vraiment qui encourager, alors chacun gueulait en permanence dès qu'une des deux passait devant lui, soit toutes les sept secondes environ. Et à la fin Marie Patouillet était la plus rapide (de deux secondes), à la surprise générale. L'aînée (36 ans) tournait après sa course en boucle et au ralenti, incrédule, fixant le public comme si elle attendait que les spectateurs lui confirment que la médaille d'or – la première obtenue par une Française depuis les Jeux paralympiques de Rio – était bien sienne.

Pendant ce temps, Heïdi Gaugain, 19 ans, gardait la tête basse et les yeux sur ses roues, sonnée par ce qui venait de lui arriver (à savoir, une perte de quatre précieuses secondes entre les qualifications et la finale, un gouffre). Elle devait se demander comment elle, la double championne du monde de la discipline, avait pu laisser échapper ce titre qui lui était promis. Comment les rôles avaient pu s'inverser et la belle histoire, celle de partager son sacre avec sa pote, avait viré au cauchemar. Face aux journalistes après coup, chaque mot qui sortait de sa bouche semblait lui coûter un effort monstre. Ça donnait des phrases dont la fin restait en suspens : *«Je ne sais pas trop ce qui s'est passé…» «Dès le début, j'ai senti cette victoire m'échapper, j'ai peut-être un peu paniqué, je ne sais pas…» «Là maintenant, mon sentiment, c'est d'avoir perdu l'or, pas d'avoir gagné l'argent. Evidemment, je suis contente pour Marie…»*

Boulet de canon. Marie Patouillet, peinait elle aussi. A réaliser, à savourer, et à tenir debout, tout simplement. Mais dans un sourire, elle disait que ce drôle de podium était à l'image de sa personnalité : *«Atypique.»* Celle qui a commencé le vélo sur le tard (à 28 ans, faute de pouvoir faire d'autres sports en raison d'une malformation au pied et à la cheville gauche qui devenait de plus en plus douloureuse) est arrivée dans le handisport en boulet de canon. Par ses résultats, d'abord, avec une première médaille mondiale trois ans après avoir découvert la piste. Par son caractère ensuite, elle qui n'a jamais eu peur de l'ouvrir quand il s'agissait de combattre le sexisme dans le sport et de militer pour les droits des personnes LGBT +.

Si Marie Patouillet était partagée entre de multiples émotions dimanche en fin de journée, c'est aussi parce qu'elle faisait ses adieux aux vélodromes. Les Jeux paralympiques passés, la trentenaire reprendra sa carrière de médecin, mise entre parenthèses ces dernières années. Sur le vélo, plus qu'à son premier titre paralympique qui lui tendait les bras, elle pensait surtout aux mots que sa femme, l'actrice Soraya Garlenq, lui avait glissés avant sa course : *«Ce sont tes derniers tours de pistes, tu te dois de te les rendre magiques.»* Mission accomplie.




Retrouvez le programme des épreuves sur Libé.fr

Heure par heure, jour par jour, *Libération* vous donne sur son site les résultats et le classement de chaque pays dans les 32 disciplines représentées cette année aux Jeux. Pour suivre la progression des Français… ou des concurrents.


A l'Arena Paris Sud, samedi.

L'œil de Libé L'objectif tout près des buts

En arrivant sur le site où se joue le goalball *(lire ci-dessous)*, je découvre que les positions des photographes sont tout près du terrain et autorisées à tous les accrédités, pas seulement les gilets violets, qui ont plus d'accès que les gris dont je fais partie. Peu de photographes sont venus sur ces épreuves. Youpi, je vais pouvoir travailler de manière plus souple et plus proche! Je découvre en même temps le goalball et ses drôles de règles.

Texte et photo
FLORENCE BROCHOIRE

Paratir Tanguy de La Forest enfin sacré au tir à la carabine couché

Une première médaille d'or après six Jeux paralympiques: Tanguy de La Forest est arrivé premier en tir à la carabine position couchée 10 m dans la catégorie SH2, à Châteauroux. En tête, à l'issue des premières salves, le Breton de 46 ans a ensuite livré une belle bataille contre le Brésilien Alexandre Galgani, avant de se détacher dans les derniers tirs. Il avait déjà frôlé la première place vendredi, mais terminé en argent en tir à la carabine à 10 m debout. Le Breton de 46 ans, qui a découvert le paratir à 7 ans lors d'une kermesse, a participé à tous les Jeux depuis Athènes en 2004.

Para-aviron La France doublement bronzée

Nathalie Benoit est allée chercher une médaille de bronze en para-aviron PR1 dimanche. Pour la dernière course de sa carrière, la Marseillaise de 44 ans a décroché sa troisième médaille paralympique, après l'argent aux Jeux de Londres et le bronze à Tokyo. Quelques heures plus tard, elle a été imitée par l'équipe de France quatre barré mixte PR3. Les avironneurs Emilie Acquistapace, Margot Boulet, Grégoire Bireau, Rémy Taranto et Candyce Chafa ont arraché la troisième place du podium paralympique pour six centièmes.

Boccia Médaille à venir pour Aurélie Aubert

La sportive de 27 ans s'est qualifiée pour la finale de boccia dans la catégorie BC1 en battant la Bermudienne Yushae Andrade au tie-break et va affronter ce lundi la Singapourienne Jeralyn Tan Yee Ting. Aurélie Aubert offrira à la France sa première médaille de l'histoire des Jeux paralympiques dans ce sport qui s'apparente à la pétanque mais se joue avec des balles en cuir. La sportive de 27 ans a commencé la boccia en 2010 mais dit avoir vraiment commencé à y prendre goût lors du championnat de France de 2012, où elle a fini quatrième.


Dimanche, à la Défense Arena. PHOTO F.-X. MARIT. AFP

Emeline Pierre, osée piscine

L'athlète, qui vient de remporter le 100 m nage libre femmes de la catégorie S10, vit ses deuxièmes Jeux. La nageuse est handicapée au niveau du coude consécutivement à un accident de gymnastique en compétition. Elle saluait d'ailleurs Simone Biles en amont des Jeux paralympiques, lors des rencontres avec la presse: *«C'est une athlète exceptionnelle et je trouve très bien qu'elle parle de santé mentale.»* Elle-même dit avoir vécu un *«après-Tokyo compliqué»* – elle était rentrée du Japon bredouille en 2021 –, s'être retrouvée *«au fond du trou»*, avant de renouer avec la forme et la confiance en partant s'entraîner à Brest. Certitude, Emeline Pierre ne manque pas de caractère. L'équipe de France de paranatation est paritaire, sept femmes et sept hommes, mais ces derniers sont plus en vue, avec les locomotives Ugo Didier et Alex Portal – un titre paralympique pour le premier, trois médailles ramassées pour le second. Ce à quoi elle renvoyait crânement: *«On est peut-être moins dans l'œil des caméras mais on est prêtes à faire des résultats.»* Elle vient de le prouver de manière rutilante, signant son record personnel (1'00"49) pour s'emparer de l'or.

SABRINA CHAMPENOIS

Goalball: à son, les ballons

Assister à une rencontre de goalball, c'est se lancer dans une partie de «roi du silence» géante. Les règles sont simples, rappelées en boucle aux supporteurs: se taire, tout simplement, pendant le jeu, à savoir 90% du temps. Quand dans toutes les autres enceintes les speakers poussent les spectateurs à s'époumoner, ici, des bénévoles agitent en permanence des pancartes sur lesquelles il est écrit: *«Silence s'il vous plaît.»*

Cette injonction au mutisme est nécessaire: au goalball, tout est une question de bruit. Les joueurs, trois de chaque côté, sont tous déficients visuels. Ils ne se repèrent qu'au son d'un ballon rempli de grelots qu'ils s'envoient à toute bombe d'un bout à l'autre du terrain. Objectif: marquer dans l'immense but adverse (qui fait 9 m de large) et empêcher le ballon de rentrer dans le sien. *«Le goalball, ça se joue à 80 voire 90 % à l'oreille*, explique Nabil Baich, ailier de l'équipe de France. *Le reste, c'est au toucher, grâce aux zones tactiles du terrain comme les lignes ou les buts.»*

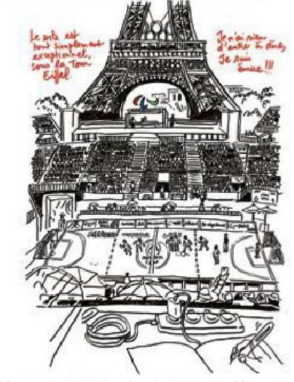
Comme tout tourne autour du bruit, on s'est dit que ce sport qui n'a pas d'équivalent olympique, on allait l'écouter. Alors samedi, le temps d'un France-Etats-Unis, on s'est assis en tribunes. Et on a fermé les yeux. Premier constat: même si tout le monde est silencieux, un brouhaha de fond persiste. Il y a ce petit chuchotement qu'on perçoit au loin, le cliquetis des photographes, ou encore la ventilation. Au milieu de tout ça, le bruit du ballon ressort quand même. On distingue aussi ses grelots à chaque va-et-vient. Après, il est difficile de dire si la balle va de droite à gauche ou de gauche à droite. Entre les lancers, on entend des mains qui s'entrechoquent, des bruits de bouche, quelques onomatopées indescriptibles ou bien des pas plus ou moins lourds qui viennent du terrain.

Pour les joueurs, nous explique Nabil Baich, tout est une histoire de *«tri»* et de *«filtrage»* pour s'y retrouver dans ces perturbations incessantes. Avec de l'entraînement, on peut réussir à faire abstraction du bruit environnant, à choisir les informations importantes. A savoir: le déplacement de ses coéquipiers, celui de ses adversaires, et celui du ballon. *«Les meilleurs tireurs dans le monde envoient le ballon à plus de 90 km/h. Le terrain ne fait que 18 mètres de long, autant dire qu'à cette vitesse, si on n'arrive pas à faire cette sélection et qu'on prend le temps de réfléchir, le ballon a le temps de passer huit fois.»* Sans une écoute attentive, c'est l'assurance de se prendre un but, ajoute le joueur de l'équipe de France.

J.Lt

A lire en intégralité sur *Libé.fr*

LES JEUX VUS PAR COCO



Chaque jour, notre dessinatrice s'infiltre sur les sites de compétition. Retrouvez son reportage au cécifoot sur *Libé.fr*.

Henri Leclerc Disparition du «dernier des géants»

Le pénaliste, célèbre pour sa colère et ses engagements, est mort samedi à 90 ans. Avocat de «Libération» pendant trente ans, il aura plaidé les plus grands dossiers du XXe siècle au cours de plus de soixante ans de carrière.

Par
JULIE BRAFMAN



Henri Leclerc à Fresnes en avril 2023. PHOTO CYRIL ZANNETTACCI. VU

Personne ne le sait, mais, pendant toute sa carrière, Henri Leclerc a côtoyé un ange. Une créature juchée près de son oreille pour lui susurrer les mots qui emportent et ceux qui acquittent, ceux qui rhabillent même le pire salaud d'un peu d'humanité. *«Mon ange, c'est l'irrationnel, […] celui qui s'empare de moi lorsque je veux convaincre et qui, brusquement, me souffle les choses auxquelles je n'ai pas pensé»,* nous racontait-il en 2017, devenu rédacteur en chef d'un jour à *Libération*. Samedi, le pénaliste est parti rejoindre son ange, quelque part au firmament des avocats, certainement le seul endroit où on prend perpétuité sans s'en indigner, a annoncé sa fille à l'AFP. *«J'ai l'impression de durer parmi les fantômes»,* avait coutume de répéter celui qui a prêté serment le 14 décembre 1955 et usé sa robe noire jusqu'à la corde. Ses confrères Jacques Vergès, Jean-Louis Pelletier ou Thierry Lévy sont morts avant lui. Sans parler de son ami Robert Badinter.

LUEUR DE MALICE

De son côté, «Henri», comme on l'appelait dans le milieu – nul besoin de patronyme, il n'y en avait qu'un seul –, aura ferraillé dans les prétoires jusqu'en décembre 2020, jour de son 65e anniversaire de métier. Il avait remis sa lettre de démission après avoir piqué une dernière colère judiciaire contre les enquêtes menées par le Parquet national financier pour trouver qui avait pu prévenir Nicolas Sarkozy et son avocat Thierry Herzog dans l'affaire dite des «écoutes». *«Une atteinte grave causée au secret professionnel des avocats»,* avait-il dénoncé devant le tribunal correctionnel Et de conclure: *«Je ne pouvais pas rêver mieux pour ma dernière plaidoirie, la défense des droits de la défense!»*

Le *«dernier des géants»,* comme le surnommait la presse, n'est plus. Et avec lui disparaît toute une époque. Combien sont-ils à pouvoir encore raconter la vie de palais de l'après-guerre, se souvenir des plaidoiries d'un Maurice Garçon ou d'un Emile Pollak? Chose rare dans un milieu où les ego s'entrechoquent, Henri Leclerc a fait l'unanimité par son acharnement et son élégance, suscitant nombre de vocations chez les nouvelles générations. L'avocat au regard bleu limpide, toujours piqué de cette petite lueur de malice, a traversé le XXe siècle avec des dossiers emblématiques: Lucien Léger accusé du meurtre d'un petit garçon, Florence Rey baptisée *«la tueuse de flics»,* Dominique Strauss-Kahn dans l'affaire du Carlton, Véronique Courjault jugée pour infanticide, le docteur Bakari Diallo dit l'anesthésiste de Poitiers… Il aura aussi défendu des indépendantistes algériens, des lea-



ders étudiants de Mai 68, des autonomistes bretons ou des mineurs des houillères.

ÉNERGIE INTACTE

Sans oublier *Libération* qu'il a représenté pendant trente ans, jusqu'en 2006, se bagarrant pour *«les mots lestes»* des journalistes et le langage cru des annonces de la rubrique «Chéri, je t'aime». Quasiment toujours assis du côté du *«faible»*, celui que tout accable, il a de rares fois franchi la travée, représentant par exemple la famille de Ghislaine Marchal, la *«riche veuve assassinée»* dans l'affaire Omar Raddad. Une *«tache»* aux yeux de ceux qui lui reprochèrent d'être à contre-emploi.

Durant sa longue carrière, Henri Leclerc n'a rien fait comme les autres, ou plutôt il a fait avant les autres. En 1970, il s'est installé boulevard Ornano, dans le XVIIIe arrondissement de Paris, où il a créé un cabinet à vocation sociale, une sorte de coopérative de conseils avec des consultations permanentes pour défendre ceux qui n'avaient pas les moyens. Il a investi un immeuble entier dans un quartier populaire et ouvert cette boutique du droit où chacun pouvait entrer, même sans rendez-vous, et obtenir des conseils. Par la suite, la vie de l'avocat restera intimement mêlée avec celle du militant. Henri Leclerc incarne *la Parole et l'Action*, comme résume si bien le titre de ses mémoires parus en 2017. Dès 1950, à la fac de droit, il s'oppose à la Corpo, une organisation représentative des étudiants conduite par Jean-Marie Le Pen. Après un bref passage au Parti communiste, il fait un bout de chemin avec le Parti socialiste unifié, en compagnie de Michel Rocard, et se verra surnommé *«l'avocat des gauchistes»* pour ses croisades aux côtés des enfants de Mai 68 comme de Serge July. S'ensuivront mille et une batailles dans les prétoires (et en dehors), de l'abolition de la peine de mort à la contestation des lois sécuritaires, en passant par la dénonciation des conditions carcérales. A l'instar du président Giscard d'Estaing, il était convaincu que *«la prison devrait être la privation de liberté et rien d'autre»*. Pas l'insalubrité ou la surpopulation. Pas les rats, les cafards et les matelas par terre. Portant la voix de Roger Knobelspiess, braqueur-écrivain, il se révoltera avec lui contre les «quartiers haute sécurité», ces *«tombeaux de béton»*.

Il faut aussi réécouter ce discours prononcé en 1998 devant Jacques Chirac à l'occasion des 100 ans de la Ligue des droits de l'homme, qu'il a présidée de 1995 à 2000. Au micro de France Inter, il l'avait relu deux ans plus tard avec le même timbre déterminé malgré la voix vieillie: *«Ils sont toujours là, nos vieux adversaires. Nous les connaissons bien. Ils s'appellent l'arbitraire qui menace les libertés, l'intolérance qui détruit la fraternité, le racisme qui nie l'égalité, l'individualisme qui tue le citoyen. Elle est toujours présente, la misère, cette insulte à la dignité. Et devant nous, dressés, tous les pouvoirs dont on abuse, les conservatismes qui empêchent de rêver l'avenir, les puissances économiques qui préféreront toujours la conclusion d'un marché au respect d'un principe.»* Même quand son corps fatiguait, que sa silhouette se faisait plus traînante, Henri Leclerc a gardé cette énergie intacte, trompant la vieillesse par une colère contre l'arbitraire, l'injuste et l'abusif.

Tous les grands avocats ont leur mythe fondateur, le sien est une histoire de gamins qui se chamaillent par jets de pierres. Le petit Henri, fils d'un inspecteur des impôts et d'une mère au foyer, qui a grandi dans le Limousin, a tenté de riposter: *«J'ai ramassé un caillou pour leur relancer mais je n'en ai pas eu le temps que la vitre de la maison d'à-côté s'est effondrée. J'ai donc été accusé d'avoir fait cela. Je me suis défendu mais personne ne me croyait.»* L'injustice originelle est restée comme un sale goût collé au palais, une amertume dont on ne se défait jamais. Quand l'avocat raconte sa toute première fois dans une cour d'assises, il évoque le décalage entre des *«juges perchés, vêtus de rouge, entourés de jurés endimanchés»* et *«dans le box, un vilain bonhomme»* qui avait tué pour voler. *«Tout et tous l'accablaient»*, cet accusé qui ployait au fil de l'audience. Jusqu'à ce que, soudain, se lève une robe noire – portée par un grand type un peu ébouriffé –, que l'avocat pose sa main sur celles de son client et lance d'une voix douce: *«Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là!»* Ces quelques mots deviendront le serment d'Henri Leclerc. Il a décidé de devenir *«celui-là»*, le dernier des derniers à se bagarrer pour l'humanité planquée derrière le crime, à croire au possible ou à l'après, à envisager des condamnations *«porteuses non de désespoir mais d'espoir»* et soutenir qu'il n'y a pas d'indéfendable dans la *«farandole tumultueuse»* de ses clients, qu'ils soient truands, petits voyous, hommes politiques, terroristes ou grands criminels.

> «Je me dis: "Mais enfin, il n'y a pas de raison que les jurés n'aiment pas mon client, moi, je l'aime bien." Je pense que c'est cela, mon secret.»
>
> **Henri Leclerc** en 2017

«MOMENTS EXCEPTIONNELS»

L'histoire judiciaire gardera en mémoire ces folles images de la reconstitution pendant l'affaire Roman, lorsqu'il défendait ce marginal surnommé «l'Indien», accusé d'avoir violé et tué une petite fille. Ce jour de juin 1989, La Motte-du-Caire, petit village des Alpes-de-Haute-Provence, n'était plus que colère: Henri Leclerc, quasiment lynché par la foule, s'est retrouvé avec sa chemise arrachée et le visage en sang. Lors du procès en 1992, il obtiendra l'acquittement de Richard Roman, certainement l'une de ses plus belles victoires. Ou alors un autre miracle de son *«ange»*, c'est comme on veut. *«Je me dis: "Mais enfin, il n'y a pas de raison que les jurés n'aiment pas mon client, moi, je l'aime bien." Je pense que c'est cela, mon secret»*, expliquait-il à *Libé* en 2017. L'avocat a toujours évoqué la plaidoirie en esthète, il faut être capable d'*«entendre le silence»*, de refréner le tintamarre des mots, de ne pas se laisser trop entraîner. *«Je me souviens par exemple de ce moment lorsque je plaidais contre Touvier qui a été condamné à perpétuité. Je racontais sa responsabilité dans le crime contre l'humanité de la Seconde Guerre mondiale, je parlais des trains, les trains d'enfants qui partaient pour la déportation. Commençant à les décrire, je suis moi-même saisi par l'émotion. Alors brusquement, je me tais. Ces trente secondes de silence qui sont comme un silence à la mémoire de ceux dont je parlais et d'une foule écrasante, ce sont des moments exceptionnels.»*

Sa première plaidoirie aura pourtant été un mémorable gadin. Henri Leclerc défendait un prévenu yougoslave devant la 23e chambre du tribunal correctionnel – les flagrants délits devenus les comparutions immédiates –, un pauvre hère interpellé alors qu'il buvait du lait dans les bouteilles déposées devant les épiceries parisiennes. Lorsque l'avocat s'est rassis, il était très satisfait, il trouvait sa prestation *«fort belle»*. Jugement: six mois ferme. C'en était fini de se laisser griser par le plaisir des mots. *«Méfiez-vous du violoncelle, sa voix est belle mais son ventre est creux»*, comme avait coutume de lui répéter son mentor, Me Albert Naud, auteur d'un livre dont le titre résonnerait comme une maxime: *Les défendre tous.* Accompagné de son ange pugnace, Henri Leclerc les aura, lui aussi, tous défendus jusqu'à la fin de sa vie. *«Je crois au matin»*, a-t-il écrit en conclusion de sa biographie, répondant ainsi à cette éternelle question. *«C'est quoi la justice?»*, la promesse de l'aube.



«On fragilise les enseignants, donc ils ont plus tendance à accepter la subordination»

Dans «Enseignants, les nouveaux prolétaires», le docteur en sciences de l'éducation Frédéric Grimaud démontre le lien entre le nouveau management public et l'affaiblissement social du métier de professeur.

Recueilli par
ELSA MAUDET

La rentrée des classes est un temps fort pour l'éducation nationale mais les évolutions s'y s'opèrent souvent à bas bruit. Un changement dans le statut des directeurs par-ci. Un moindre pouvoir des syndicats sur les carrières par-là. A chaque fois, une poignée d'enseignants et de syndicalistes s'insurgent, tentent de résister, mais l'opinion y prête peu d'attention. Trop technique, pas assez spectaculaire. Dans *Enseignants, les nouveaux prolétaires: le taylorisme à l'école* (ESF Sciences humaines), Frédéric Grimaud, docteur en sciences de l'éducation et professeur des écoles, montre avec brio comment, petit à petit, le métier de professeur se transforme, résultat notamment d'une casse du collectif et d'une inflation de réformes et d'injonctions. A quelques jours de la rentrée scolaire et en pleine incertitude politique, il revient sur ce délitement de la fonction.

En quoi les enseignants sont-ils en cours de prolétarisation?

Ce qui signe la prolétarisation, c'est la grande subordination à la tâche. De plus en plus, les outils sont imposés aux enseignants et le travail est très prescrit. Il y a une perte de l'expertise professionnelle. La deuxième étape, c'est l'arrivée du nouveau management public, autrement dit l'importation dans la fonction publique des normes de travail du secteur privé et la gestion par des indicateurs chiffrés. Chez Ford, on peut comprendre qu'ils veuillent produire plus de bagnoles; nous, on n'a pas cet objectif de rendement. Ça frotte avec la culture professionnelle des agents. Et ça technicise le travail, qui devrait plutôt être organisé autour de valeurs. Or, plus c'est technique, moins c'est politique.

Un homme a, selon vous, achevé d'instaurer le taylorisme à l'école: Jean-Michel Blanquer. Pourquoi?

Jean-Michel Blanquer est un vrai militant politique de cette manière managériale de concevoir l'organisation du travail. Prenez cette idée de l'école des fondamentaux: c'est une façon de réduire les attendus scolaires. Lire, écrire, compter, c'est ce qu'il faut de minimum pour les enfants d'ouvriers. Ça nécessite moins de compétences professionnelles, donc c'est plus facile de recruter des contractuels que dans une école qui aurait l'ambition de faire accéder à l'ensemble de la culture. Blanquer était là au bon moment, en négociant la sortie du virage libéral dans l'école. Il a laissé une autoroute à Attal et Belloubet.

En misant sur les fondamentaux, l'idée était d'élever le niveau des élèves en français et en mathématiques. N'est-ce pas une bonne chose?

Toute la novlangue du nouveau management public est séduisante, on parle de compétences, de projets, d'innovations. Qui est contre ça? Mais ça nous empêche de penser négativement le rapport de subordination au travail. Par exemple, vous signez le pacte *[un engagement à assurer des missions supplémentaires, moyennant des primes supplémentaires, ndlr]* pour devenir innovant et augmenter vos compétences. Pour pouvoir imposer ça à une profession, il faut avoir avant cassé ses codes, ses valeurs, sinon tout le monde refuse. On fragilise les gens, donc ils ont plus tendance à accepter des formes de subordination.

Gabriel Attal s'est montré très actif pendant les quelques mois qu'il a passés rue de Grenelle. Ses décisions ont-elles accentué la prolétarisation des enseignants?



DR

Oui, totalement. Dans sa réforme du «choc des savoirs», il a mis tous les ingrédients qui vont dans le sens d'une baisse d'autonomie procédurale des professeurs: les manuels labellisés, la généralisation des évaluations, la refonte des programmes…

Le NFP, s'il arrivait au gouvernement, pourrait-il changer la donne?

Ils proposent de revenir sur le choc des savoirs, donc oui. Mais si un super nouveau gouvernement de gauche arrive et met en place de nouveaux programmes, même s'ils sont plutôt sympas, il faudra encore tout rechanger, or les enseignants ont besoin de souffler. Ce serait bien qu'ils vivent deux ou trois ans sans une avalanche de réformes sur l'organisation de leur travail.

Les enseignants sont de moins en moins syndiqués et mobilisés. Liez-vous directement cette situation au processus de taylorisation que vous décrivez?

Oui, et pas que moi. Karl Marx parlait de puissance sociale: parce qu'on est qualifié pour le travail que l'on fait, on a des compétences professionnelles et on devient socialement puissant. Or, les professions qui savent le mieux organiser le rapport de force sont celles socialement puissantes. Mais tout le nouveau management public et la taylorisation du travail nous font perdre de l'expertise professionnelle, donc nous affaiblissent socialement. En éclatant le collectif, on empêche les travailleurs de résister collectivement. Taylor s'en était aperçu, il disait: si on met deux ouvriers côte à côte, ils vont discuter de leurs conditions de travail et les contester.

En individualisant le métier, les dirigeants parviennent peut-être à mieux «mater» les enseignants, mais cela contribue aussi à la crise d'attractivité. Or c'est un problème pour le gouvernement…

Si on regarde les endroits où il y a des contractuels, donc des non-fonctionnaires moins bien formés, moins bien payés, ce n'est jamais dans les établissements de la bourgeoisie. Donc ce n'est pas un problème, puisque ça va être un problème pour les gosses des classes populaires.



Lors d'une manifestation d'enseignants de Seine-Saint-Denis, à Paris le 2 avril.
PHOTO AVA DU PARC

Vous dénoncez une «marchandisation de l'école» mais aussi sa «marchandéisation». De quoi s'agit-il ?
C'est l'idée qu'il ne s'agit pas seulement de la marchandiser, mais de la mettre au service du patronat. C'est ce qui s'est passé avec les réformes des lycées professionnels: on supprime une année de formation, on enlève les contenus disciplinaires qui ne sont pas ceux de l'enseignement technique, on fait des stages rémunérés à très bas coût.
L'objectif, à terme, est de privatiser un maximum de services publics, à commencer par l'université. Mais c'est encore difficile de privatiser l'école et la santé et c'est là que le nouveau management public intervient: si on ne peut pas tout privatiser, il faut faire fonctionner le public comme une entreprise. Blanquer le décrit très bien dans son livre de 2016, *l'Ecole de demain*: il dit que chaque établissement scolaire doit devenir une petite entreprise avec à sa tête un *«patron»*.
Votre livre se termine par un appel à la résistance. Comment les enseignants peuvent-ils empêcher le déploiement de ce nouveau management public?
Il faut que les parents, les politiques, les chercheurs, les syndicats arrivent à créer un mouvement collectif pour refuser le bac Blanquer et Parcoursup au lycée, les groupes de niveau au collège et, à l'école élémentaire, les évaluations, les nouveaux programmes et les manuels labellisés. Je sais bien que les gens qui vont désobéir vont se faire laminer, donc s'il y a des désobéissances, il faut qu'elles soient les plus collectives possible, que le refus se fasse dans un même mouvement avec l'ensemble de la société civile. ◆

Défendre la mixité sociale et scolaire pour que la République ait encore un sens

Offrir à chaque enfant les mêmes conditions de scolarisation s'inscrit dans un véritable projet politique, quel que soit le ministre, rappelle Yannick Trigance, secrétaire national du PS.

Indépendamment du prochain ou de la prochaine ministre de l'Education nationale, il est un sujet qui ne peut plus être remisé au placard des accessoires et qui doit être le fer de lance de celles et ceux qui croient encore en l'école de la République quand les gouvernements successifs depuis 2017 l'ignorent superbement: je veux parler de la mixité sociale et scolaire.
Le constat est en effet sans appel: la ségrégation qui existe aujourd'hui dans les établissements scolaires ne relève ni d'une impression, ni d'un fantasme. Elle est vécue au quotidien par les élèves, leurs familles et l'ensemble de la communauté éducative. Cette réalité, véritable «bombe à retardement» pour notre société et pour notre jeunesse, fait de la mixité sociale un enjeu majeur dans la démocratisation de l'enseignement public.
Le sujet a bruyamment ressurgi dans l'actualité à l'occasion des propos tenus début 2024 par Amélie Oudéa-Castéra, alors ministre de l'Education nationale mettant en cause l'école publique pour justifier la scolarisation de ses propres enfants dans l'enseignement privé.
Soyons réalistes: l'Etat lui-même y contribue. Au sein de nos établissements, mixité sociale ne signifie pas automatiquement mixité scolaire du fait des options – classes bilangues, européennes, langues rares, etc. – qui, pour préserver l'attractivité des établissements publics, organisent de fait une forme de ségrégation active. Si cette ségrégation sociale et scolaire grandissante malmène la mixité sociale, il est de la responsabilité de la gauche de rappeler combien cette mixité a des effets positifs sur les parcours scolaires et professionnels de notre jeunesse. On améliore la réussite scolaire des jeunes d'origine modeste et, comme l'écrit Najat Vallaud-Belkacem, *«le mélange des élèves aux performances scolaires et aux origines sociales diverses n'est pas une menace pour la réussite individuelle»*.

Par
YANNICK TRIGANCE



Secrétaire national PS école, collège, lycée et conseiller régional d'Ile-de-France.

Promesse. La mise en place récente des indices de position sociale a permis d'instaurer une transparence et une clarification révélant notamment le tri implacable organisé par l'enseignement privé sous contrat – majoritairement catholique – qui, financé à hauteur de 75% sur les deniers publics sans aucun contrôle de l'Etat, refuse publiquement tout quota, rattachement à la carte scolaire ou affectation obligatoire des élèves alors même que les 96% d'écoles privées sous contrat sont tenues aux obligations de mixité sociale aux termes de la loi de 2013. La France est ainsi le pays de l'OCDE où le milieu social dont les élèves sont issus conditionne le plus fortement leur réussite scolaire, mettant en cause le rôle central de l'école publique et la promesse républicaine d'égalité qu'elle est censée porter. Accepter et garantir une réelle mixité sociale et scolaire à l'école s'inscrit donc dans un véritable projet politique dont le postulat consiste à offrir à chaque enfant les mêmes conditions de scolarisation, indépendamment de son histoire, de ses origines ou de son lieu d'habitation.
Car ce qui se joue, c'est bel et bien la place et le rôle de l'école dans la construction de notre nation mais aussi la capacité de notre république à garder intacte sa promesse d'une ascension sociale possible pour toutes et tous grâce à l'école.
En ce sens, la question posée par Jean-Paul Delahaye dans son rapport «Grande pauvreté et réussite scolaire» résume parfaitement la problématique sous-tendue par cette question de la réussite sociale et scolaire: *«Dans l'école de la République, une partie de la population scolaire peut-elle être longtemps tenue à l'écart et se voir condamnée à des scolarités courtes ou incomplètes conduisant au décrochage sans poser de problème à la République elle-même ?»*
Au regard de leur histoire, de leur identité et de leurs valeurs, la gauche et tous les progressistes sont fondamentalement concernés par cet enjeu et par ce défi aujourd'hui non résolu mais qui constitue pourtant l'un des piliers essentiels pour une société humaniste et émancipatrice. Mettre sur les mêmes bancs d'une école les enfants de classes sociales différentes afin de «créer du commun», c'est construire une société du partage, du respect et de la fraternité.

> «Mettre sur les mêmes bancs les enfants de classes sociales différentes, c'est construire une société du partage, du respect et de la fraternité.»

Leviers. Face à une droite nostalgique d'une école profondément inégalitaire et élitiste, rappelons que la mixité sociale et scolaire passe d'abord et avant tout par la réhabilitation qualitative des enseignements et des conditions d'accueil au sein de l'enseignement public, de la maternelle à l'université.
Il faut des partenariats soutenus avec l'éducation nationale pour réduire les effectifs des classes de sixième, pour permettre des temps de formation entre enseignants du premier et du second degrés, pour renforcer l'aide au travail personnel. Des partenariats également avec les collectivités locales pour assurer la gratuité des transports des collégiens et le financement d'actions de médiation pendant la pause méridienne en s'appuyant sur les acteurs de l'éducation populaire. Sans compter un travail de coconstruction avec les parents pour mettre en place des dispositifs porteurs d'altérité et de brassage social et des dotations par élève inversement proportionnelles aux indices de position sociale y compris pour l'enseignement privé sous contrat. Autant de leviers possibles pour permettre à la mixité sociale et scolaire d'atteindre son objectif premier: faire nation entre tous les élèves en les scolarisant ensemble dans une vision éducative, citoyenne et républicaine.
A l'aube d'une nouvelle année scolaire et quel que soit le locataire de la rue de Grenelle, l'école doit un enseignement commun à tous ses enfants: c'est un enjeu et un défi civique pour la République. ◆




Muhammad Yunus à Dhaka le 8 août. PHOTO M.PONIR HOSSAIN. REUTERS

Bangladesh : il faut faire des disparitions forcées une priorité

Le 5 août, le soulèvement populaire a mis fin au règne autoritaire de Sheikh Hasina. Le Nobel de la paix Muhammad Yunus, qui a pris la tête d'un gouvernement intérimaire, doit maintenant enquêter sur les crimes de ce régime, analyse Mubashar Hasan, professeur bangladais en sciences politiques.

Par
MUBASHAR HASAN


DR

Chercheur en sciences politiques à l'université d'Oslo

Le règne de Sheikh Hasina a été marqué par une sévère répression de la liberté d'expression. Le dernier classement mondial de la liberté de la presse place le Bangladesh en dessous de la Russie, après s'être situé, pendant plusieurs années, en dessous de l'Afghanistan.

La Première ministre déchue a également systématisé les disparitions forcées, un crime contre l'humanité, pour étouffer l'opposition et les critiques : plus de 600 Bangladais ont disparu, souvent enlevés et détenus dans des prisons secrètes, et plus de 2 500 ont été assassinés entre 2009 et 2022. Après la chute du gouvernement de Hasina, trois victimes emblématiques de cette répression ont été libérées : l'ancien général de brigade Abdullahil Amaan Azmi, l'avocat de la Cour suprême Ahmad Bin Quasem et le défenseur des minorités autochtones, Michael Chakma. Ils ont passé entre cinq et huit ans en détention, dans un site secret et illégal géré par le régime de Hasina sans soleil ni lumière, la plupart du temps les mains menottées et les yeux bandés.

L'une des priorités du nouveau gouvernement de Muhammad Yunus doit être de s'attaquer à ces atrocités commises par l'Etat, et il en a déjà pris le chemin : jeudi, il a signé la convention internationale sur les disparitions forcées, une étape importante, qui devra être suivie d'une ratification. Son gouvernement s'apprêterait aussi à mettre en place une commission indépendante chargée d'enquêter sur les cas de disparitions forcées. Celle-ci pourrait s'inspirer d'une commission similaire établie en Argentine pour enquêter sur les milliers de personnes disparues entre 1976 et 1983. Cette commission sur la disparition des personnes a d'abord produit un rapport d'enquête, rédigé par des chercheurs, sur les auteurs de ces crimes, y compris ceux qui ont assumé des responsabilités de commandement. Ses conclusions ont été publiées dans un rapport intitulé «Nunca Más» («plus jamais») et ont justifié l'ouverture de procès contre des généraux militaires en Argentine.

> **Après la chute du gouvernement de Hasina, trois victimes emblématiques de cette répression ont été libérées : Abdullahil Amaan Azmi, Ahmad Bin Quasem et Michael Chakma.**

Au Bangladesh aussi, les conclusions de cette commission pourraient déboucher sur la création d'un tribunal spécialisé, chargé de juger les représentants de l'Etat qui ont commis ces graves crimes contre l'humanité. Les victimes revenues et les familles de ceux qui n'ont pas réapparu ont le droit de savoir.

Mohammed Yunus est très populaire, entre autres au sein de la jeunesse qui a mené la révolte depuis le mois de juin, et qui l'a réclamé comme chef de gouvernement. L'économiste de 84 ans était lui-même victime de la répression du régime d'Hasina, qui semblait craindre sa concurrence, et il a été poursuivi dans de nombreuses affaires judiciaires. Le profil de son équipe a rompu avec la tradition, car elle ne compte pas de politiciens : Yunus s'est entouré d'un professeur d'université, de deux leaders étudiants qui ont mené la protestation, de militants des droits de l'homme et des droits de la femme, de dirigeants d'ONG, de juristes, de fonctionnaires à la retraite, d'anciens responsables militaires, de militants écologistes, d'économistes et d'un ecclésiastique.

Toutefois, malgré sa popularité, l'administration de Yunus ne dispose pas d'un mandat populaire pour diriger le pays et il doit superviser une transition pacifique du pouvoir en organisant des élections libres et équitables. Le principal parti d'opposition du Bangladesh Nationalist Party, qui a été écarté du pouvoir depuis dix-sept ans, exerce déjà une pression sur le gouvernement pour qu'il organise des élections dans les six prochains mois. Certains estiment que l'administration intérimaire devrait gouverner un peu plus longtemps et mener à bien des réformes au sein des institutions de l'Etat, longtemps accaparées par les partisans de Sheikh Hasina, avant de céder le pouvoir à un gouvernement élu et politique. Dans son dernier discours à la nation, Mohammed Yunus est resté vague et n'a pas donné de date pour les élections.

Dans cette période de transition, l'armée continue à jouer un rôle clé. Elle reste apparemment neutre, mais demeure influente, entre autres pour maintenir l'ordre après le délitement des forces de police. La chance pour le pays est que l'armée ne semble pas vouloir se saisir du pouvoir. Elle ne l'a pas gardé après la fuite de Sheikh Hasina en Inde, par exemple, le 5 août, et ne chercherait pas à s'en emparer à présent. Cette armée bangladaise est différente de celle de la Birmanie voisine, dont la junte tient le pays d'une main de fer, car elle dépend énormément des missions de maintien de la paix de l'ONU, qui sont très lucratives pour elle. Elle a donc besoin de l'approbation des grandes puissances occidentales, et dans ce contexte, Mohammed Yunus, économiste réputé en Occident pour son travail sur le microcrédit, est une figure de choix pour maintenir ces bonnes relations avec ces pays. ◆



MÉDIATIQUES

Par
DANIEL SCHNEIDERMANN

Apolline de Malherbe, Lucie Castets et le gendarme de Mougins

En interrogeant la candidate du NFP à Matignon, uniquement sur la question sécuritaire, la journaliste de BFM occulte un certain nombre de sujets: une façon de hiérarchiser l'information?

«*Mais je voudrais d'abord qu'on écoute ensemble Harmonie Comyn…*» Parmi tous les sujets de l'actualité, Apolline de Malherbe, en recevant Lucie Castets jeudi, choisit de débuter l'interview par le discours de la veuve du gendarme tué à Mougins lundi par un chauffard refusant d'obtempérer à un contrôle routier. C'est assurément l'événement du jour. Comment en douter, puisque BFM, la veille, a choisi de diffuser en direct ce discours, dans lequel la veuve *«remercie notre France d'avoir tué mon tendre époux par son laxisme et son excès de tolérance»*, assure que *«1981 [l'abolition de la peine de mort, ndlr] n'aurait jamais dû exister»* et déplore que le chauffard bénéficie en prison de *«trois repas chauds par jour»*.

Dérive. S'ensuit une grêle de treize questions à la candidate de la gauche à Matignon, soit une durée totale de 8 minutes 30 (sur un entretien de 21 minutes et 33 secondes au total). Plusieurs questions sur le drame lui-même, incluant l'énumération exhaustive des dix précédentes condamnations du chauffard pour des délits principalement routiers, mais augmentés des inévitables bonus. D'abord, quatre questions sur le slogan *«la police tue»*. Il a été tweeté par Mélenchon en 2022, lors du meurtre d'une automobiliste par un policier, après un refus d'obtempérer à Paris. Il a aussi été scandé en 2023 dans une manifestation en présence de députées LFI. Ce n'est donc pas de l'actualité brûlante, même s'il figure parmi les principales raisons invoquées par la droite, l'extrême droite et le camp présidentiel pour refuser la présence de tout ministre insoumis dans un éventuel gouvernement NFP. Malherbe: *«Est-ce que ces slogans vous avaient mise mal à l'aise à l'époque?»*

De ces questions sur la sécurité, l'intervieweuse dérive insensiblement vers l'immigration – le chauffard est cap-verdien, titulaire d'un titre de séjour temporaire – et la loi immigration (*«Vous à Matignon, vous la mettez à la poubelle?»*). Avec cette nouvelle loi, votée au début de l'année, le chauffard, en raison de son «pedigree», n'aurait pas automatiquement obtenu le renouvellement de son titre de séjour. Apolline de Malherbe connaît d'autant mieux le dossier qu'elle y a consacré son interview de la veille, avec le directeur de l'Office central de l'immigration et de l'intégration, Didier Leschi (déjà 7 minutes 40 consacrées au sujet). A noter qu'Harmonie Comyn elle-même a précisé (dans un passage de son discours non rediffusé par BFM, mais rappelé par Castets) qu'elle ne mettait pas en cause la nationalité du chauffard, mais sa situation de récidiviste.

Entendons-nous: aucune des questions posées par Apolline de Malherbe à Lucie Castets n'est, en soi, illégitime, ni hors sujet. Et elle est parfaitement dans son métier de journaliste, en poussant son invitée dans ses retranchements, ce qui permet d'ailleurs de voir que Castets, se cramponnant à des réponses mécaniques sur l'insuffisance des «moyens» accordés à la police et la gendarmerie, n'a pas encore vraiment eu le temps de bûcher le sujet.

Factuelle. A la différence de CNews, Apolline de Malherbe n'appelle pas, même implicitement, au rétablissement de la peine de mort, ni même à la suppression des repas chauds dans les prisons (BFM a coupé l'allusion à 1981 dans le discours de Harmonie Comyn). Elle ne fait pas de mélo. Elle est factuelle. Inattaquablement factuelle. De même que sa chaîne, la veille, en choisissant de diffuser en direct le discours de Harmonie Comyn. Tout au plus peut-on remarquer que d'autres sujets n'ont pas retenu son attention. Par exemple, on a appris le matin même que le gouvernement démissionnaire, chargé *«d'expédier les affaires courantes»*, avait proposé de réduire de 3 milliards les dépenses consacrées au travail et à l'emploi dans le prochain budget.

On a aussi appris la veille que la ministre démissionnaire de l'Education, Nicole Belloubet, réclamait une *«sanctuarisation»* du budget de l'éducation. Mais Apolline de Malherbe n'énumérera pas les prestations (aide à l'apprentissage, prime à l'embauche d'un alternant, fonds national de l'emploi-formation) qui vont souffrir des coupes budgétaires, comme elle énumère les condamnations du chauffard. Sur aucun de ces points, Apolline de Malherbe n'est intéressée par la réaction de la candidate de la gauche. A la différence de CNews, Apolline de Malherbe et BFM ne font pas de politique. Ils respectent seulement une certaine hiérarchie de l'information.

SIGNÉ COCO



CULTURE/

OMAR Machine à soul

Issu d'une famille d'artistes, le pionnier britannique de l'acid jazz aux huit albums secoue la scène indé depuis presque quarante ans. Il se produit samedi au festival Jazz à La Villette.



Omar Lye-Fook a été consacré membre de l'ordre de l'Empire britannique. PHOTO LORENZO AGIUS. BLUNT MUSIC

Par
JACQUES DENIS

There's Nothing Like This… Omar ne croyait pas si bien prédire lorsqu'il publia en 1990 ce titre emblématique d'une nouvelle vague anglaise qui déferlait sur l'Europe. Dans ce flot de combos mixant sur l'autel de la house influences aux confins du jazz et réminiscences funk downtempo que l'on baptisa si tôt acid jazz, le natif de South London représentera la voix soul, portée par cette chanson qui a tout du classique. De cet éphémère mouvement qui n'avait pas grand-chose de jazz et vraiment rien d'acide vont éclore certains noms aussi vite apparus que disparus, les Young Disciples en tête, tandis que Galliano, formation phare, fait en cet été l'objet d'une tardive résurrection. Le prénommé Omar, lui, ne s'est jamais arrêté, mais sa carrière, à l'approche de la quatrième décennie, demeure encore marquée par ses débuts tonitruants. Il jouera au Périphérique samedi, à Paris, dans le cadre de Jazz à La Villette.

Trente-quatre ans et une pelletée de singles plus tard, cette sérénade en mode Motown qui le fit flirter avec le top des charts pop demeure son hit le plus tenace sur les plateformes. *«Devrais-je regretter d'avoir obtenu dès mon premier disque ce plus gros succès ? Non, parce que cela ne m'a pas empêché d'explorer ensuite de nombreux styles de musiques, ce qui a toujours été le moteur de ma carrière, même si certains vous demandent de reproduire la même recette. Pas mon truc ! Je ne pense pas que les gens aient vraiment besoin de ce qu'ils connaissent déjà. Et puis honnêtement, comment savoir ce qui va plaire au plus grand nombre ? Le seul moyen d'y parvenir est de s'épargner toute forme de calculs, de parler musique tout simplement.»* Au bout du fil, la tonalité de la voix est grave, contrastant avec la suavité du timbre imprimé dans nos souvenirs.

«MÉLANGE DE COCKNEY ET DE PHRASÉ CARIBÉEN»

Après deux disques estampillés Talkin' Loud, la maison fondée par le très courtisé Gilles Peterson, le *«petit prince de la nu soul anglaise»* rejoint RCA, où il publie en 1994 un ambitieux *For Pleasure*, dans lequel figurent quelques fleurons du jazz anglais (mention spéciale à Gary Crosby, pilier des Jazz Warriors) et il se paie le luxe de convier une sacrée doublette : Leon Ware, arrangeur de Marvin Gaye, et Lamont Dozier, le signataire d'une palanquée de tubes, qui paraphe deux titres. Joli casting, répertoire classieux, mais les ventes ne sont pas tout à fait à la hauteur des attentes. *«Avec les majors, vous bénéficiez d'un budget, mais encore faut-il savoir l'utiliser, et surtout, vous êtes soumis à une pression pour que tout ça soit rentabilisé au plus vite. Ça n'a jamais été ma façon de voir ce métier. C'est pourquoi je préfère avoir moins d'argent mais plus de contrôle sur toute la chaîne de production, à commencer par le son. Je pense que c'est payant sur le long terme, tant d'un point de vue musical que monétaire, parce que vous bénéficiez d'un vrai répertoire.»* Après un second disque pour le même label, l'expérience tourne court.

La suite s'écrira donc en mode indé pour l'ex-gamin qui signait dès 1985 son premier EP sur Kongo Records. *«J'avais 16 ans et j'ai naturellement rejoint le label de mon père qui avait alors un groupe de reggae, mais voulait produire quelque chose plus en direction de la

«J'aimais l'esthétique punk, et j'en ai d'ailleurs porté quelques traces dans mes cheveux. Quarante ans après, je ne cherche pas à être à tout prix dans le sens du vent.»

soul.» Auprès d'un paternel jamaïcain qui fut batteur et session man avant de passer derrière les consoles, le jeune Omar Lye-Fook aura notamment appris *«comment produire un disque, comment assembler différentes chansons»*. C'est d'ailleurs sur le label de son aîné qu'il publia son premier LP, réédité dans la foulée par Talkin' Loud. Le prodige, pas encore majeur, mais déjà doté d'un sérieux CV – il a commencé à étudier la musique à 5 ans, tâtant de la guitare comme du piano, des percussions, soufflant tout autant dans le tuba et puis la trompette – a ainsi trouvé sa voie, biberonné entre la soul et le reggae, deux branches d'un même arbre dont les versions anglaises sont reconnaissables du premier coup d'oreille. *«Nous avons développé notre propre accent, un mélange de cockney et de phrasé caribéen. Sans oublier le punk qui a sans doute eu son mot à dire là-dedans. Moi-même, plus jeune, j'ai écouté les Stranglers.»* Et de fredonner: *«Walking on the beaches looking at the peaches…»* Tout un poème dont la subtilité rappelle que le punk ne se résumait pas aux préfabriqués Sex Pistols. *«J'aimais l'esthétique punk, et j'en ai d'ailleurs porté quelques traces dans mes cheveux, et cette idée de rébellion. Il y a aussi l'esprit DIY, une vision artistique qui est toujours là. Quarante ans après, je ne cherche pas à être à tout prix dans le sens du vent.»*

MOTS DOUX DE STEVIE WONDER

Forcément, cela a un coût. Et après une heureuse décade où il multiplie les enregistrements, sous son nom ou comme convive, se terminant en 2000 par un album sous pavillon Naïve, il va entamer une période repli, malgré un *Sing (If You Want It)* en 2006 marqué encore une fois par une variété de registres, notamment en direction du rap et du broken beat, et des invités de prestige: Angie Stone, Common, Estelle, IG Culture ou encore Pino Palladino. Sur *Feeling You*, ballade funky, il dialogue même avec Stevie Wonder, qui eut des mots doux à son égard et auquel certains osèrent le comparer. A tort, tant Omar aura su développer un style à part – cette ligne de basse qui fit toute la différence comme sur *I Should've Known Better* de Mica Paris – qui impressionna aussi bien le mentor du Michigan qu'Erykah Badu. Et ce même si *«en termes d'harmonies vocales, d'arrangements, de production, Stevie est un modèle»*. Bien entendu, on ne peut qu'être raccord avec celui qui n'alimentera plus qu'épisodiquement les bacs à disques. *«Je n'ai jamais arrêté, simplement le process de création peut prendre du temps. Ça ne se commande pas: certaines chansons qui seront sur mon prochain disque datent de 2006. Elles étaient là, j'y travaillais, je les peaufinais, mais pour que chaque pièce du puzzle s'emboîte, cela prend du temps. Et entre-temps, il vous faut vivre, nourrir votre famille, partir en tournée»*, insiste le chanteur qui vit à Brighton depuis que ses filles sont nées.

Disparaissant des playlists tout en devenant paradoxalement une figure culte pour tous ses cadets convertis aux vertus de la musique de l'âme, menant des projets en parallèle, en direction du théâtre notamment, ce pionnier consacré comme membre de l'ordre de l'empire britannique est désormais considéré tel un grand pair de la nouvelle vague anglaise qui afflue de nouveau. *«Vu la longévité de ma carrière, c'était à prévoir!»* rit-il. Un temps. *«Mais moi, je me sens vaillant comme aux premiers jours. Je viens de terminer mon neuvième album, qui doit sortir sur BBE Records début 2025. Le juge de paix, c'est comment mes propres enfants vont l'écouter. A priori, ça leur plaît.»* Son titre, *Brighter the Days*, est-il le signe d'une renaissance? *«Il s'agit plutôt d'une référence à la période du confinement, quand nous espérions tous voir la lumière au bout du tunnel.»* Justement, n'est-ce pas aussi une allusion aux saillies racistes dans tout le Royaume-Uni, qui annoncent de sombres jours? *«Ce n'est pas le sujet. Ma position politique n'a pas attendu 2024. Il y a plus de dix ans j'écrivais* Fuck War, Make Love. *Et ce n'est qu'un exemple. Il y a des guerres partout: Israël, Congo, Soudan, Ukraine… Ça ne s'arrête jamais. C'est peut-être pourquoi il faut toujours plus chanter qu'on doit aimer son prochain.»* Pourvu qu'on l'entende…

SOUL MIXÉE À D'AUTRES STYLES

Comme souvent, Omar y joue plus ou moins de tous les instruments (basse, batterie, claviers, arrangements de cordes et de cuivres), et comme toujours il y conjugue les featurings en tout genre et de tous âges: Paul Weller, Giggs, Ledisi, India. Arie, Eric Roberson, Raheem DeVaughn & Jeru The Damaja. *«Ma carrière s'est transformée en un grand partenariat.»* Et dans celle-ci, la famille a eu sa place, son père bien entendu, mais aussi sa sœur, la chanteuse Samia Lye-Fook, et surtout son frère cadet, le DJ surnommé Scratch Professor, qui *«fait partie intégrante de mon ADN sonore»*, encore une fois aux manettes sur plusieurs titres. Cette accumulation de noms laisse entrevoir une variété de déclinaisons à partir de son timbre de velours. *«Je procède ainsi depuis mes débuts: il s'agit d'une évolution, une extension de ce que j'ai toujours fait. La soul est là, mais mixée à d'autres styles.»* Pour entendre sur scène ce nouveau répertoire, il faudra encore patienter, prévient l'éternel outsider qui comble chaque année le New Morning *«une de mes salles fétiches, où j'ai l'impression de rentrer à chaque fois à la maison»*. En attendant, il s'agira de reprendre tout le reste, des *«oldies but goodies»*, comme il dit. C'est sûr, il n'y a rien de tel.

OMAR samedi à 20 heures au Périphérique, dans le cadre de Jazz à LaVillette.



Le saxophoniste altiste Immanuel Wilkins, 27 ans. PHOTO JOSHUA WOODS

Avec «Blues Blood», Immanuel Wilkins affranchit un cap

En concert mardi pour Jazz à La Villette, le saxophoniste prodige new-yorkais sort en octobre un troisième album qui convoque l'héritage du blues afro-américain.

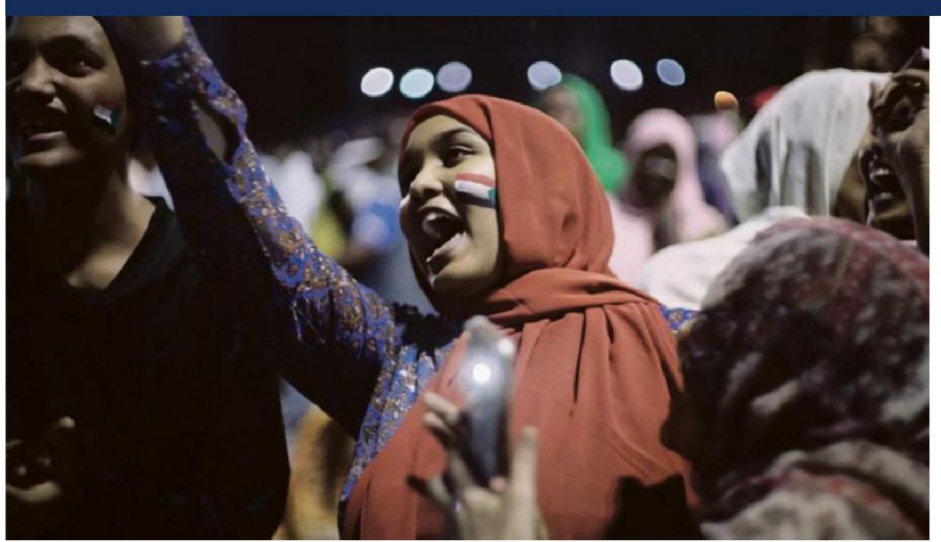
Pas moins de trois voix seront mises en scène autour du quartet d'Immanuel Wilkins, qui débarque à Paris en prélude de son troisième album sur Blue Note à paraître le 11 octobre. Intitulé *Blues Blood* en référence aux mots dits par Daniel Hamm, un des Harlem Six passés à tabac en 1964 par des gardiens de prison dans l'attente de leur inique procès, et produit par Meshell Ndegeocello dont on sait les engagements en la matière, ce disque aux allures d'oratorio postmoderne remet en jeu la question axiale du peuple blues, à l'aune de la propre expérience du natif d'Upper Darby, non loin de Philadelphie. Si ses deux précédents recueils le positionnaient en héritier du styliste Kenny Garrett – on a vu pire référence –, le saxophoniste y module un discours bien plus original, qui n'est pas sans faire écho au récent *Nublues* du vibraphoniste Joel Ross, dont il est l'un des fidèles complices.

A l'origine de cette mutation, il y a la rencontre avec Theaster Gates, plasticien reconnu et directeur de la Rebuild Foundation qui réinvestit le South Side de sa ville natale, Chicago, avec pour ambition de redonner une fierté à sa communauté en la reconnectant à son héritage culturel, mais aussi en l'initiant à un art plus contemporain. Immanuel Wilkins s'est ainsi inspiré de son groupe, les Black Monks, qui réunit des chantres gospel ancrés dans le Sud profond avec des musiciens de l'avant-garde de Chicago, à l'instar de Ben Lamar Gay. On pourrait aussi invoquer la démarche de Matana Roberts, autre saxophoniste qui investit la mémoire des origines pour inventer une bande-son dégenrée, tout comme l'altier altiste évoque l'influence de Christina Sharpe pour le thème *Afterlife Residence Time*. *«Dans son livre* In the Wake, *elle parle de la traite transatlantique des esclaves, du fait que le sang contient beaucoup de sodium et que son temps de séjour dans l'eau est de 260 millions d'années. J'ai commencé à penser que nos ancêtres existaient dans l'eau, qu'ils étaient en quelque sorte porteurs de cette mémoire pendant une longue période.»* On l'aura compris, à 27 ans au compteur, le jeune prodige qui faisait déjà sensation à chacune de ses prestations se pose comme l'une des voies à suivre dans ce que l'on nomme la tradition jazz.

J.Den.

IMMANUEL WILKINS en concert mardi à 20 heures à la Cité de la musique, pour Jazz à La Villette.

CULTURE



Le documentaire de Hind Meddeb, *Soudan, souviens-toi*, est présenté dans le cadre de la Giornate degli autori. PHOTO TOTEM FILMS

Mostra : à Venise, les sections parallèles vont droit aux luttes

En marge du festival, des cinéastes présentent des œuvres militantes et galvanisantes, du film de genre préapocalyptique d'Aude Léa Rapin à l'odyssée organique de Massimo D'Anolfi et Martina Parenti, en passant par l'impressionnant documentaire de Hind Meddeb au Soudan.

Sous une chaleur de brute, la Mostra de Venise suit son cours effréné, pompiers en alerte en cas de malaise, mini-ventilos personnels dégainés par les agents de sécurité et photographes de tapis rouge en train de fondre lentement sous le zénith furieux. Dans cette atmosphère préapocalyptique, entre spritz renversés sur le bitume en feu et Bertrand Bonello en train de lire un livre dans un coin d'ombre, s'organise une course de fond de salle en salle à la recherche d'une pépite que les mastodontes américains de la compétition auraient injustement masquée.

Il est temps de faire un tour à l'ombre des sections parallèles. En ouverture de la Semaine de la critique, on découvrait le deuxième film d'Aude Léa Rapin, *Planète B*, qui se relève les manches et prend à bras-le-corps un des enjeux actuels du cinéma français : réussir un bon film de genre. *Planète B* glane donc tout ce qui traîne d'angoisses dans l'air et dans nos têtes (en 2039, une loi «sécurité totale» a été votée, la démocratie est en charpie, un mur antimigrants est en train d'être construit en Méditerranée et la chasse anti-écolos bat son plein, secondée par des innovations technologiques liberticides) pour construire une ambitieuse fiction qui joue sur deux tableaux : d'un côté, une bande de militants du climat se trouve envoyée dans un sas de réalité virtuelle (un coin de plage aux allures de *Koh-Lanta* carcéral) en attendant un hypothétique jugement, de l'autre une migrante en dèche de papiers mène l'enquête depuis le monde réel pour les sortir de là.

Banderoles. Si le film n'est pas sans défauts ni maladresses, notamment dans sa «partie plage» où le groupe est envisagé sommairement comme un prétexte scénaristique (le geek, la folle, la peureuse : le film ne sait que faire de ses personnages secondaires), il tente tous azimuts et réussit deux ou trois choses. D'abord, le dessin précis et pas ridicule (ce n'est pas gagné lorsqu'on filme l'apocalypse depuis Grenoble) d'un monde sous contrôle, rythmé pour Nour (jouée par Souheila Yacoub) par les fouilles au corps, les heures de trime dans un centre militaire impressionnant, et la lutte pour l'invisibilité – en récupérant des lunettes de réalité virtuelle, elle s'exile par intermittence dans la planète B du titre, la prison à ciel ouvert donc, un refuge paradoxal pour elle. *Planète B* parvient aussi à bâtir une histoire d'amitié qu'on n'avait pas vu venir entre trois héroïnes façon personnages de Fincher : Adèle Exarchopoulos en super-militante invincible, Souheila Yacoub en journaliste undercover et Eliane Umuhire en hacker de l'ombre pas commode – un trio qui tient tout du long, chaque passage d'un univers à l'autre renforçant les liens qui les unissent.

Des héroïnes, il y en a aussi, et pas des moindres, dans *Soudan, souviens-toi* (dans le cadre de la Giornate degli autori), l'impressionnant documentaire de Hind Meddeb, journaliste française d'origine tunisienne partie au Soudan en 2019 pour filmer, caméra au poing, le soulèvement de toute une génération. Ces images déjà anciennes, hantées par la situation dramatique que vivent aujourd'hui les habitants, ne doivent pas nous faire céder à la tristesse et à la mélancolie. Au contraire, chaque plan de ce film de risque et de danger nous dit l'ardeur et le courage de très jeunes gens qui se battent sans coup férir, avec les moyens du bord et au péril de leur vie, sous les radars de la compassion internationale, toujours plus courageux à mesure que la situation empire. On y croise notamment des jeunes filles incroyablement déterminées et mûres politiquement qui sont au four et au moulin de la lutte : sit-in nocturnes, confection de banderoles, manifestations périlleuses et courses contre les militaires qui, nous le savons désormais, n'hésiteront pas à tirer pour tuer. *Soudan, souviens-toi* nous apporte de précieuses images, celles dont nous avons urgemment besoin aujourd'hui, des images de visages et de gestes qui sortent du magma des chiffres des combattants et combattantes intrépides et nous montrent la voie : pour le courage politique, c'est par là.

Sensible. «*Si l'on mettait sur une balance l'ensemble du vivant, on découvrirait que le végétal pèse 99,7% et l'animal, dont l'humain, 0,3%*», nous annonce *Bestiari, Erbari, Lapidari* de Massimo D'Anolfi et Martina Parenti (réalisateurs italiens remarqués en compétition il y a quelques années avec *Spira Mirabilis*) à mi-chemin d'une odyssée de plus de trois heures (hors compétition). Autrement dit, nous n'existons sur Terre que comme poussières, traces, quantité négligeable. Mais que cela ne nous dégage d'aucune responsabilité, bien au contraire nous dit le film, que cela soit l'occasion de réfléchir à un autre rapport possible au monde sensible.

Construit en trois érudites parties, le film documente d'abord la dangereuse liaison entre la naissance du cinéma et l'exploitation animale, films de safari, de foires, de chasse… On en sort dégoûtée de l'homme, de son rapport carnassier à l'image, de sa morgue technicienne responsable de tant de massacres. C'est le XXe siècle dans tout son atroce épanouissement. Arrive alors une deuxième partie salvatrice, la plus belle, qui nous lave les yeux, nous berce l'âme : à Padoue, dans le plus vieux jardin botanique du monde, des mains prennent soin de plantes millénaires. Le cadre est décalé, la présence humaine retranchée sur les bords : au centre s'épanouissent des végétaux souverains qui racontent une autre histoire de la vie. Les cinéastes font le pari que nous saurons, au milieu du brouhaha ambiant d'images fausses et criardes, l'entendre. Souhaitons à ce film précieux de sortir sur les écrans français.

LAURA TUILLIER
Envoyée spéciale à Venise

«Humain autonome : déroutes», une expo comme on en voit pneu

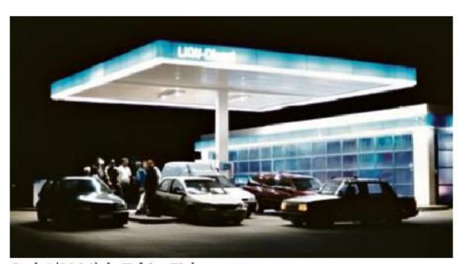
Au Mac Val, une cinquantaine d'artistes questionnent habilement la place paradoxale de la voiture, objet de fascination aussi adulé que détesté.

Alors que le musée d'Art moderne de la ville de Paris s'apprête à vernir «l'Age atomique» qui sonde l'imaginaire du nucléaire, une autre exposition s'achève à la fin du mois au Mac Val, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), sur le dialogue que les artistes entretiennent avec la voiture, autre Janus scientifique, émancipateur autant que viriliste et destructeur. La bagnole donc, bras armé des énergies fossiles, fut aussi un objet de fétichisme et même une alliée pour repenser les représentations. Les futuristes, avant de prendre un virage fasciste, l'utilisèrent pour donner un coup d'accélérateur au cubisme qui commençait tout juste à déconstruire le mouvement ; le cinéma américain en fit son œil mobile. Retaillée à la scie sauteuse par Orozco (qui livra une version effilée de la mythique DS adulée par Roland Barthes), compressée chez César, démantelée chez Ortega ou boursoufflée chez Wurm, elle fait partie des motifs favoris des artistes. Dans l'exposition «Déroutes», quatrième volet d'un projet orchestré par Marianne Derrien, Sarah Ihler-Meyer et Salim Santa Lucia, elle se présente d'abord sous une forme cabossée, au premier rang du banc des accusés dans le procès du dérèglement climatique.

Gilets jaunes. *«Qui a allumé ce feu?»* s'interroge l'activiste Andreas Malm dans *l'Anthropocène contre l'histoire*. *«Qui a fait disparaître les lucioles ?»* formule autrement Pasolini dans *Pétrole*. En équilibre sur une cimaise, les barils de Delphine Reist déversent goutte à goutte leur huile de vidange de l'autre côté du mur. On ne s'en aperçoit qu'à la fin de la visite. La question écologique est naturellement au centre de l'exposition.

Cambouis. Mais habilement, la voiture fait aussi l'objet, ici, d'un examen plus vaste qui permet d'envisager tous ses paradoxes, à la fois cause et symptôme des crises les plus récentes comme en témoignait la mobilisation des gilets jaunes qui s'embrasa sur une histoire de taxe sur les carburants et de limitation de vitesse pour s'établir en lutte des classes sur les ronds points. La vidéaste Sara Sadik raconte l'une de ces impasses : dans son film réalisé avec le logiciel GTA, un jeune Marseillais se fait prendre au piège en cédant aux sirènes de la réussite hétéropatriarcale-blanche qui lui apparaît sous la forme d'une voiture de luxe *«rugissante»*. *«Soit un alignement sur le système de valeurs qui l'oppresse et le condamne au final à rester sur sa motocross de livreur Deliveroo pour la classe dominante»*, précise le cartel qui accompagne l'œuvre. Placée sous le signe du «Capitalocène», l'exposition articule ainsi les rapports de domination à l'origine de la destruction de nos écosystèmes. Les femmes sont nombreuses, avec des sculptures souvent monumentales (des carcasses cramées d'Anita Molinero à la route en caoutchouc d'Elisabeth Ballet intitulée *Eyeliner*). Dans les scans de Lucie Stahl, deux mains enduites de cambouis tiennent une paire de seins qui ressemblent à des bonbonnes. Le lait et le pétrole, une industrialisation qui entre jusque dans le corps des femmes. Une même stratégie d'anthropomorphisation permet à Thomas Teurlai, qui transforme le vrombissement d'une grosse cylindrée en râle humain voire érotique, d'enrayer le récit officiel. Tandis que Laurent Faulon fait de ses *Chevrolet intérieur cuir versus Peugeot intérieur jean*, réalisées en mousse expansive qui sert habituellement au prototypage, deux cailloux dans la chaussure de la standardisation.

CLAIRE MOULÈNE



Aral -1 (2004) de Tobias Zielony. PHOTO TOBIAS ZIELONY

HUMAIN AUTONOME jusqu'au 22 septembre au Mac Val à Vitry-sur-Seine.

Dans «Love You», Adam Sandler ouvre les vannes

Filmé par Josh Safdie, le comédien sort un deuxième seul-en-scène touchant, qui mêle music-hall et embardées de fiction.

Depuis leur dernier film réalisé ensemble *Uncut Gems* (2020), le lien qui unissait les frères Safdie tend à se distendre avec une nuée de projets solo, concernant surtout Benny (la série *The Curse* en 2023, prochainement un film de catch avec Dwayne Johnson) mais aussi Josh, affairé de son côté à en renforcer symétriquement un autre : celui qui le lie à l'acteur Adam Sandler. Idole d'enfance du duo de cinéastes, star abîmée par ses excès de vulgarité, puis rodée à l'exercice du rôle dramatique rédempteur chez Paul Thomas Anderson *(Punch-Drunk Love)*, James L. Brooks (l'immense *Spanglish*) ou Judd Apatow *(Funny People)*, le «Sandman» ne semble plus vraiment pouvoir ou vouloir quitter le climat safdien. Il faut dire que la brume électrique embaume tout ce que touchent les frères, depuis son rôle de diamantaire addict au jeu (*Uncut Gems*, donc) dans lequel il a comme qui dirait ressuscité.
Le potache grossier se conjugue désormais systématiquement chez Adam Sandler à une urgence et une fragilité cassavetesiennes, où plonge pour de bon ce second seul-en-scène visible sur Netflix (il a curieusement attendu la cinquantaine pour s'y mettre), filmé par Josh Safdie et pouvant, au premier abord, passer pour une modeste livraison de blagues musicales du même tonneau que son premier spectacle, *100 % Fresh*. Mais si les velléités d'humoriste chansonnier de Sandler ont toujours gardé, en dépit de leur caractère suprêmement ringard, une dimension poétique indéniable, une sincérité sans ironie, parfois même une sorte de grâce épurée à la Daniel Johnston, elles entrent ici dans une autre dimension. La captation se mue par touches discrètes en film sur le spectacle, attentif à une grâce de l'accident et des aléas miraculeux, qu'on peut raisonnablement le soupçonner d'organiser pour maximiser l'effet de vie. Sans empiéter outrageusement sur le *special*, Safdie le saupoudre d'éléments perturbateurs et fictionnels, développant la traditionnelle séquence d'arrivée du comédien et de traversée des loges comme un petit court-métrage peuplé de fans étranges, orchestrant pendant la représentation un amoncellement de microévénements plus ou moins catastrophiques (une qui tombe en lambeaux, un écran qui plante), ramenant la superstar Sandler à un chaleureux amateurisme probablement simulé, ou exagéré à son insu. Les vannes en elles-mêmes, grivoises et tendres, touchant par moments à une virtuosité de raconteur sans chute qui évoque feu Norm Macdonald (son ancien acolyte du SNL, récemment emporté par un cancer, à qui il rend brièvement hommage), sont presque accessoires : l'important est plutôt de comprendre que tous les spectacles de stand-up devraient sans doute être filmés comme *Love You*, glisser entre le vrai et le faux, fissurer la salle, muter en un *Opening Night* de poche.

THÉO RIBETON


Sandler fait des blagues musicales ringardes et sincères. PHOTO JERRY HSU. NETFLIX

ADAM SANDLER : LOVE YOU de JOSH SAFDIE sur Netflix.

De bonne Constitution

Benjamin Morel Le maître de conférences en droit, spécialiste des institutions et pédago, court les plateaux télé depuis la dissolution.



LE PORTRAIT

Tu n'as pas compris ? Tant pis, ne t'en fais pas et viens écouter Benjamin Morel expliquer ce qui est possible ou pas d'un point de vue institutionnel. Depuis le soir de la dissolution, ce maître de conférences en droit public à l'université Paris-II est invité partout. A la télévision, à la radio, dans les journaux, il tient des propos limpides : *«Parfois j'ai l'impression d'être prof de maths : non, 280 n'est pas égal à 190 ni à 210.»* Le timbre de sa voix, le rythme de son débit incitent à tendre l'oreille. Il dissèque des sujets qui n'intéressaient personne avant le 9 juin : *«C'est amusant, les journalistes m'ont demandé des trucs qui font bâiller mes étudiants. Par exemple : "Comment nomme-t-on les membres du bureau de l'Assemblée nationale ?"»* On lui demande aussi : *«Faut-il changer la Constitution ? Combien de temps un gouvernement démissionnaire a-t-il le droit de rester en place ?»* Benjamin Morel n'a pas toujours la réponse : *«La situation est angoissante, je ne m'en réjouis pas, mais constitutionnellement parlant c'est passionnant car certains points sont inédits.»* La parution de son livre, *le Parlement, temple de la République de 1789 à nos jours*, prévue initialement pour début septembre, a été avancée à l'entre-deux tours des législatives.

La présence du juriste dans les médias a commencé avec l'affaire Benalla et le rapport d'enquête que lui a consacré la commission des lois du Sénat. Puis il fut sollicité lors de la crise des gilets jaunes, et ensuite régulièrement. L'autre atout de ce trentenaire est son impartialité. Hors micro il est houspillé ou remercié par des intervenants RN, macronistes ou insoumis : *«Même si j'étais un partisan du NFP, je ne pourrais pas dire sur un plateau : "Il faut nommer Lucie Castets à Matignon, c'est une nécessité institutionnelle." Ce n'est pas vrai. J'explique toujours ce qu'il en est, même si cela va contre mon camp politique. Il m'arrive de dire des choses que je n'ai pas envie de dire.»* Quel est le camp de celui qui, à 20 ans, a adhéré deux ans au PS, et qui est secrétaire général du think tank Laboratoire de la République créé par Jean-Michel Blanquer ? *«Je suis un républicain de gauche, surtout un républicain. Cela tient à mon histoire personnelle.»* L'ancien ministre de l'Education nationale voit en lui *«quelqu'un de très intelligent, de très travailleur, un bel esprit dont l'une des qualités est la culture historique»*.

Benjamin Morel a grandi dans la banlieue de Clermont-Ferrand avec son frère et sa mère, sans père, dans un milieu *«très très modeste»*. Désormais à la retraite, leur mère a accumulé les petits boulots avant d'être titularisée comme fonctionnaire de catégorie C au service reprographie de l'école d'architecture de Clermont-Ferrand. Le jour de sa titularisation fut *«le plus beau de sa vie»*. L'environnement des deux garçons était féminin : les entouraient aussi leur grand-mère maternelle et leur tante. *«Que nous en arrivions là mon frère et moi, ce n'était pas inscrit dans les étoiles. Je connais les statistiques, nous sommes des anomalies.»* Son frère cadet fait une thèse de botanique à l'Imperial College de Londres.

Passionné d'histoire, Benjamin Morel lisait beaucoup et ne se voyait jamais refuser l'achat d'un livre. L'autre pilier de son ascension sociale est l'école. Après le bac, il fait une hypokhâgne et une khâgne à Clermont-Ferrand puis il entre à l'Institut d'études politique de Grenoble. Aidé de bourses attribuées sur critères sociaux, il se forme à l'histoire, à la sociologie politique et au droit, si bien qu'il se définit comme étant *«un interchamps, pour le dire en termes bourdieusiens»*. Docteur en sciences politiques, il connaît sur le bout des doigts l'histoire et le fonctionnement d'un autre sujet susceptible d'ennuyer des auditeurs : le Sénat. Lorsqu'il était en master, Morel est allé trouver la sénatrice du Puy-de-Dôme, la socialiste Michèle André, pour lui faire part de son envie d'effectuer un stage dans la Chambre haute. Les sénateurs n'accueillaient pas volontiers les stagiaires : *«Leur fonction était tellement décriée qu'ils développaient le syndrome de la forteresse assiégée. Ils craignaient les moqueries des observateurs extérieurs. J'ai découvert des personnes qui travaillaient sérieusement et de façon transpartisane, davantage qu'à l'Assemblée.»* Benjamin Morel a ensuite consacré sa thèse au Sénat.

31 mars 1988 Naissance à Clermont-Ferrand.
2020 Maître de conférences en droit public à Paris-II.
9 juin 2024 Dissolution de l'Assemblée.
Juillet 2024 Sortie de *le Parlement, temple de la République, de 1789 à nos jours* (Passés/Composés).

Avec le peu d'argent qu'il gagnait grâce à son contrat doctoral, il louait une chambre de bonne. Les musées pour lui étaient gratuits parce qu'il avait moins de 26 ans, et il en profitait. Il ne sentait pas de mépris social envers lui : *«Paris est rempli de provinciaux.»* Il aurait pu passer un concours de la fonction publique, mais la liberté dont jouissent les universitaires avait sa préférence : *«Il y a deux professions dont la liberté est garantie par la Constitution : magistrat et universitaire. Cette liberté-là n'a pas de prix et compense le fait qu'on ne soit pas très bien payés à l'université. Cette liberté, je fais attention à la façon dont j'en use, mais j'ai la liberté de travailler sur les sujets de mon choix.»* Le plus beau jour de sa vie est, comme pour sa mère, celui de sa titularisation. Il adore enseigner, c'est son *«oxygène»*, et il ne souhaite pas se lancer en politique.

Benjamin Morel n'emploie pas l'expression transfuge de classe mais quand il retourne voir sa famille dans le Puy-de-Dôme, il ressent un choc culturel : *«C'est sain, j'ai besoin d'y retourner, ça m'aide à réfléchir à la situation politique de la France.»* Beaucoup de ceux qu'il connaît depuis des années ont basculé à l'extrême droite : *«C'est une hécatombe. Leur tenir un discours moral ne marche absolument pas. Cela renforce au contraire leur sentiment d'être méprisés. Je ne pourrais pas analyser les motivations de leur vote si je ne venais pas de ce milieu et si je n'y retournais pas.»* Il accepte de parler sur les plateaux de CNews : *«Le refuser reviendrait à trahir la promesse républicaine qui consiste à tenir un discours rationnel pour que le peuple s'émancipe. Ce serait considérer ces militants comme une cause perdue.»* Contrairement à Annie Ernaux, Benjamin Morel n'éprouve pas de honte à l'idée de s'être élevé socialement : *«Je ne pense pas avoir trahi quiconque. Au contraire : les miens se sont saignés financièrement pour que je puisse faire des études, ma mère allait parfois au Secours populaire chercher de quoi nous nourrir, alors la meilleure façon de lui rendre hommage est de réussir quelque chose.»*

En ce moment, ce célibataire est angoissé : *«Je ne vois pas comment nous allons sortir de cette crise politique.»* Plus il est inquiet, plus Benjamin Morel lit de l'histoire et remonte loin dans le passé : *«Actuellement je lis* Salammbô *de Flaubert et un livre sur la société sumérienne. Il me semble que, pour être clairvoyant sur le présent, les comparaisons historiques sont plus pertinentes que la sociologie.»* Bien compris ?

Par **VIRGINIE BLOCH-LAINÉ**
Photo **CHRISTOPHE MAOUT**

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

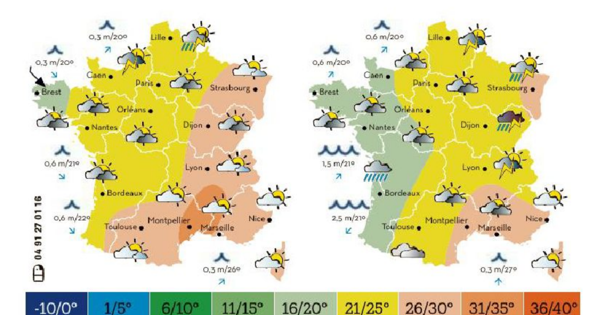
LIVRES - REVUES

LUNDI 2

Le temps s'annonce chaotique pour cette rentrée scolaire. Beaucoup de nuages vont concerner l'Ouest avec un risque d'averses orageuses. Beau et chaud à l'Est.
EN SOIRÉE Temps encore orageux dans le Nord-Est, mais très calme ailleurs.

MARDI 3

La situation évolue peu avec un temps mitigé et toujours quelques averses orageuses possibles dans le Sud.
EN SOIRÉE Encore quelques averses à prévoir sur la partie Est du pays. Temps plus calme sur une large moitié Ouest.



Soleil | Éclaircies | Nuageux | Pluie | Couvert | Orage | Pluie/neige | Neige

Agitée | Peu agitée | Calme | Fort | Modéré | Faible

la chaîne météo www.lachainemeteo.com vos prévisions gratuites à 15 jours



FRANCE	MIN	MAX
Lille	20	25
Caen	19	22
Brest	17	18
Nantes	19	20
Paris	19	23
Strasbourg	20	29
Dijon	19	27

FRANCE	MIN	MAX
Lyon	19	29
Bordeaux	18	23
Toulouse	18	27
Montpellier	19	30
Marseille	21	29
Nice	24	30
Ajaccio	23	31

MONDE	MIN	MAX
Alger	23	28
Berlin	15	27
Bruxelles	20	25
Jérusalem	19	28
Londres	18	22
Madrid	18	30
New York	18	22

Libération

www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Edité par la SARL Libération
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois (spéciaux), Frédéric Béziaud (prépresse), Laure Bretton (JO), Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France





Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen
N° FI/37/01

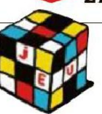
Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents.
Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5365 MOYEN

3	1		5		7		4	2
4				6				3
		8			4	5		
5			2		6			4
1	6						9	
2			7		5			8
6		5				4		
9				2				7
8	7	2	4		9	6	3	1

SUDOKU 5365 DIFFICILE

9				4	8			6
	6						1	
	2	3				7	8	
3			8		6			7
	7						3	
2			3		7			1
	3	2				5	7	
	5					6	4	
8		4		6				3



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

4	7	9	6	5	8	1	2	3
1	3	5	7	9	2	4	6	8
2	6	8	1	3	4	7	5	9
6	4	1	9	7	5	8	3	2
5	9	2	3	8	1	6	7	4
7	8	3	2	4	6	9	1	5
3	1	4	8	2	7	5	9	6
8	2	6	5	1	9	3	4	7
9	5	7	4	6	3	2	8	1

3	4	2	5	6	8	1	7	9
5	6	7	1	9	4	8	3	2
1	8	9	3	7	2	5	4	6
7	9	8	2	1	5	3	6	4
6	1	3	9	4	7	2	5	8
2	5	4	8	3	6	9	1	7
9	7	5	4	8	1	6	2	3
8	2	6	7	5	3	4	9	1
4	3	1	6	2	9	7	8	5

DIFFICILE